

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 6 (1999)

Heft: 1

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

NICOLE LORAUX
LA CITE DIVISEE
L'OUBLI DANS LA MEMOIRE
D'ATHENES

PAYOT, PARIS 1997, FF 235.-

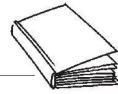
Rassemblant onze articles écrits entre 1980 et 1994 pour des occasions très différentes (congrès ou conférences d'histoire ancienne, d'anthropologie, de psychanalyse, de philosophie ou d'histoire du droit), ce dernier livre de Nicole Loraux frappe autant par sa cohérence thématique que par son originalité méthodologique. L'analyse progresse en cernant toujours plus précisément son objet; le point de départ est aussi le pôle central autour duquel la réflexion gravite et se referme. En 403, alors que la dictature sanglante des Trente a dégénéré en guerre civile et que les démocrates, conduits par Thrasybule, ont remporté un important succès militaire, les Athéniens s'entendent pour prononcer un décret de réconciliation. En prêtant serment, ils s'engagent à «ne pas rappeler les maux» pour éviter que ne renaisse, au sein de la cité, la querelle et la division.

Plus encore qu'à l'événement historique, l'auteur s'intéresse à la signification particulière de ce décret qui deviendra le modèle de toutes les amnisties romaines puis occidentales. Il s'agit de comprendre ce qu'un tel décret peut dire d'essentiel sur le fonctionnement, pour ne pas dire sur l'essence, de la démocratie. L'originalité de la méthode est ici, tout en restant dans le domaine de l'histoire, de se risquer à une analyse, pour ne pas dire à une psychanalyse, de la cité, conçue

140 ■ alors comme un sujet doté d'une âme: une

position certes singulière mais que Nicole Loraux revendique en se référant à deux modèles antiques au moins. Dans la *République*, Platon n'emploie-t-il pas la métaphore des régimes politiques pour parler de la structure de l'âme (psyché) et ne le fait-il pas pour revenir ensuite au problème de la meilleure constitution politique possible? Par ailleurs, les poètes tragiques n'ont-ils pas constamment pensé la cité sur le modèle d'une famille obsédée par le souvenir des fautes ancestrales?

La question peut alors être posée: l'amnistie de 403 concerne-t-elle uniquement le coup d'état des Trente et la sédition qui s'en est suivie? Par delà l'événement particulier, les citoyens ne refoulaient-ils pas une inquiétude plus fondamentale? Celle d'une relation originelle et profonde entre la cité politique et la guerre intestine – les Grecs disent *stasis* –: une relation pour le moins gênante. Il est difficile ici de rendre compte d'une analyse qui emprunte des chemins variés, mais on peut au moins évoquer quelques exemples qui servent de points d'ancre à la réflexion de Nicole Loraux. Dans ses *Propos de table*, Plutarque rappelle l'existence dans l'Erechthéion, sanctuaire éminemment symbolique de l'autochtônie athénienne, d'un autel dédié à Oubli et censé sanctionner la réconciliation d'Athèna et de Poséidon qui s'étaient disputés la possession de l'Attique. Mais surtout, Plutarque ne manque pas de rapprocher ici Poséidon, vaincu par Athéna, de Thrasybule, le chef démocrate vainqueur des Trente en 403; une comparaison qui tourne à l'avantage du dieu, dont Plutarque précise, pour des raisons que le texte mutilé empêche de connaître, qu'il fut être «plus politique» encore que Thrasybule. Temple de l'origine d'Athènes, l'Erechthéion abrite ainsi un autel consacré à l'oubli nécessaire d'une querelle première. Et, en suivant Plutarque, Nicole



Loraux souligne que ce choix nécessaire de «ne pas rappeler les maux passés» constituerait le fondement «politique» de l'existence d'Athènes. Pour donner tout son poids à cette proposition, il faudrait pouvoir insister sur l'interprétation que l'auteur donne des *Euménides* d'Eschyle et, surtout, sur son analyse du «2 du mois de Boédromion», un jour interdit de calendrier à Athènes parce qu'il commémorait, précisément, la dispute originelle d'Athéna et de Poséidon: ainsi passait-on du 1 de Boédromion au 3.

S'il se donne comme une étude sur les modalités du fonctionnement politique de la mémoire athénienne, (178) le livre de Nicole Loraux offre plus encore une analyse de ce que cette mémoire refoule ou dénie: des maux passés qui ont divisé la communauté ou ses représentants. Et en bonne lectrice de Freud (de *L'Homme Moïse* surtout), Nicole Loraux sait quelle importance il faut accorder à l'objet refoulé; là où l'historien traditionnel travaille sur ce que la mémoire conserve, elle choisit l'aventure plus risquée de comprendre pourquoi Athènes voulait tant oublier la *stasis* qui, en 403, avait fait d'elle une cité divisée. Plus que jamais il convient alors de savoir lire sous les mots en empruntant à l'étymologie et à la linguistique ce qu'elles peuvent enseigner: en l'occurrence, il est curieux que le terme employé pour désigner la sédition et la guerre civile soit issu d'une racine (**sta-*) signifiant la stabilité, la permanence. H. Van Effenterre l'avait déjà remarqué, la *stasis* pourrait bien être chez les Grecs une forme d'institution, une voie qu'emprunte à son tour Nicole Loraux en étendant l'enquête à tout le vocabulaire du «lien» et de la «division» politique: il en résulte, pour aller directement à la conclusion et pour citer l'auteur, que la *stasis* «est conaturelle à la cité»; plus inquiétant encore, il n'y aurait d'unité politique possible pour la cité que par et à

travers l'opposition conflictuelle des différents partis. Plus qu'une *stasis* particulière, les Athéniens auraient, sans cesse, cherché à refouler ce qu'ils savaient trop bien: que leur unité était fondée sur un nœud de tensions réciproques. Reste alors à étudier un dernier mot, le nom même de la *démocratie* qui signifie littéralement «la supériorité, la victoire du peuple»: un nom pour le moins suggestif quand on sait qu'il n'y a pas de supériorité ni de victoire sans bataille. Le fait que les démocrates Athéniens n'aient guère aimé ce mot tout au long du V^e siècle av. J.-C. serait alors riche de sens, eux qui allaient promettre à la fin de ce même siècle de «ne pas rappeler» la victoire des démocrates sur le parti oligarchique des Trente. A coup sûr, c'est bien une nouvelle manière de comprendre Athènes et son histoire que Nicole Loraux propose. Cette prise de distance par rapport à l'histoire traditionnelle est plus que salutaire.

David Bouvier (Lausanne)

PATRICK J. GEARY
PHANTOMS OF REMEMBRANCE
MEMORY AND OBLIVION AT
THE END OF THE FIRST MILLENIUM
PRINCETON UP, PRINCETON 1994, 248 S. (FRZ. ÜBERS.,
LA MEMOIRE ET L'OUBLI A LA FIN DU PREMIER
MILLENAIRE, AUBIER, PARIS 1996, 339 S.)

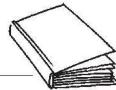
«[...] nicht nur ist es dem Neuen erlaubt, das Alte zu verändern, sondern auch, es vollständig wegzwerfen, wenn es ungeordnet ist. Ist es aber in Ordnung, jedoch wenig nützlich, so kann es mit Würde begraben werden.» (MGH SS IV, S. 547, übers. nach G., S. 8 – Variante: «[...] nicht nur ist es erlaubt, Altes durch Neues zu ersetzen [...].») Diese Worte Arnolds von St. Emmeran/Regensburg (circa 1000–1050) dienen Geary als Leitmotiv für seine Untersuchung über den Umgang ■ 141

der Menschen um die letzte Jahrtausendwende mit ihrer Vergangenheit. So einmalig prägnant Arnolds Reflexion für seine Zeit ist, so einhellig spricht die moderne Geschichtsforschung dem ausgehenden 10. und beginnenden 11. Jahrhundert jede tiefgehende und reflektierte historische Erinnerungsfähigkeit ab. Das Millenium wird in der Regel als Phase radikaler Umbrüche auf praktisch allen Ebenen der Gesellschaft und Kultur gesehen, als Periode, in der auch «Erinnerungsspezialisten» – und um solche geht es in diesem Buch – kaum Platz fanden. Geary's Nachweis, dass diese Sichtweise zu einem guten Teil auf den historiographischen Filter der «Renaissance des 12. Jahrhunderts» zurückgeht (Kap. I), ist nicht nur ein wichtiger Schritt in der Erforschung der hochmittelalterlichen Historiographie, sondern auch ein bemerkenswerter quellenkritischer Beitrag zur Dauerfrage nach historischer Kontinuität beziehungsweise Diskontinuität. Zum einen lassen die ebenso programmatischen wie enthusiastischen Töne rund um die «Gregorianische Reform» oder den kapetingischen Hof in den Hintergrund treten, dass zwischen der karolingischen «Blüte» und dem damaligen «Neuanfang» kein schwarzes Loch von Verfall und Chaos liegt, sondern mehrere Jahrhunderte des allmählichen Übergangs. Zum andern findet in der Forschung kaum Beachtung, dass die pointierte Deutung der Vergangenheit um 1100 auf die vielfältige Erinnerungsleistung vorangegangener Generationen aufbaut, eine Arbeit, die in einem andern Bild Arnolds von St. Emmeran mit dem Ausforsten ungeordneten, wertlosen Gehölzes zur Ausdehnung nutzbaren Bodens verglichen wird.

Diese Erinnerungsarbeit verfolgt Geary auf unterschiedlichen Ebenen: Auf derjenigen der Familie, der Adelsdynastie, wo er unter anderem aufzeigt, wie

142 ■ eine ursprünglich weiblich dominierte

Familien-Memoria zunehmend durch männliche Spezialisten des Reformmönchtums verdrängt wird (Kap. II). Weiter untersucht er die Archive, welche gerade um das Jahr 1000 einer starken Umorganisation unterzogen werden. Wissen wird neu strukturiert und vor allem selektiert, das heißt ausgewählt, kopiert, verändert, ergänzt, gefälscht und vor allem weggeworfen – vergessen gemacht. Dadurch werden zwangsläufig alternative Vergangenheiten ausgeschaltet (Kap. III). Die Chronistik kirchlicher Institutionen (Kap. IV) und die Erinnerung an politische Persönlichkeiten (Kap. V) bauen ihrerseits auf der archivalischen Vorarbeit weiter, indem man hier je nach Bedürfnis erwähnt, überhöht und vergisst. Schliesslich analysiert Geary die Erinnerungsarbeit eines einzelnen Mönchs, wieder Arnolds von St. Emmeran (Kap. VI): Sei es in bezug auf dessen Erinnerung an eine angebliche Drachenbegegnung, sei es anhand Arnolds Überarbeitung einer alten, als verderbt angesehenen Vita des Klosterheiligen, in diesem letzten Kapitel gelingt es Geary, alles zuvor Gezeigte in exemplarischer Form zu verdichten: Erinnern erschöpft sich nicht einfach in Sammeltätigkeit. Es genügt auch nicht, auf das bereits im Mittelalter wahrgenommene Dilemma hinzuweisen, welches aus der Pflicht zur Erinnerungsleistung einerseits und dem Wissen um die Begrenztheit der Erinnerungsfähigkeit andererseits erwächst. Erinnern ist vielmehr ein aktiver Prozess «not simply of storage and retrieval but of selection and interpretation», (175) ein Vorgang, der unterschiedlichstes Quellenmaterial mit gegenwärtigen sozialen und kulturellen Voraussetzungen, Vorgaben und Bedürfnissen verbindet. Letztere sind trotz Ähnlichkeiten selbst innerhalb des ehemaligen Frankenreichs von Raum zu Raum, von Gruppe zu Gruppe, von Individuum zu Individuum verschiedenartig.



Insgesamt hält Geary eine methodische Unterscheidung zwischen individuel-ler und kollektiver Erinnerung für genau so unangemessen wie die Abgrenzung eines intentionslosen «kollektiven Gedächtnisses» («Tradition») von reflektierter, aber politisch gebundener Geschichtsschreibung (M. Halbwachs). Auch will er die Veränderung der Erinnerungskultur um das Jahr 1000 nicht als Eindringen neuartiger Schriftlichkeit in ältere, orale Traditionen (M. Clanchy/B. Stocks) verstehen. Individuelle und kollektive Erinnerung greifen vielfältig ineinander, schriftliche und mündliche Elemente durchdringen sich gegenseitig und vor allem: jede Art von Erinnerung orientiert sich an Bedürfnissen der Gegenwart, also an politischen und utilitaristischen Kriterien. Erinnern und Vergessen ist damit nicht nur im beginnenden 11. Jahrhundert immer auch und vor allem eine Konstruktion von Vergangenheit, eine *creation of the past*, die Schaffung von *phantoms of remembrance*.

Obwohl nicht alles in Geary's Unter-suchung zum ersten Mal formuliert wurde und die postmoderne Bilanz dieses bedeu-tenden Werks mitunter auch Widerspruch hervorrufen dürfte, allein schon die fran-zösische Übersetzung untermauert die Vermutung L. Kuchenbuchs, «mit die-sem Buch könnte eine neue Etappe in der mediävistischen Memoria-Forschung eingeläutet sein» (*Historische Zeitschrift* 262 [1996], 866).

Sebastian Grüninger (Zürich)

**MARIO ISNENGHI (SOUS LA DIR. DE)
I LUOGHI DELLA MEMORIA**

3 VOL.:

**SIMBOLI E MITI
DELL'ITALIA UNITA**

637 P., FS 48.-

**STRUTTURE ED EVENTI
DELL'ITALIA UNITA**

591 P., FS 55.-

**PERSONAGGI E DATE
DELL'ITALIA UNITA**

501 P., FS 55.-

LATERZA, ROME ET BARI 1996-1997

La problématique des lieux de mémoire introduite il y a une quinzaine d'années par Pierre Nora a trouvé un prolongement dans le contexte de l'Etat italien avec une publication collective coordonnée par Mario Isnenghi. Mais ces *luoghi della memoria* ne sont comparables à l'étude française ni par leur taille – trois volumes sortis presque simultanément –, ni par leur contenu, même s'ils regroupent eux aussi les études de très nombreux spécialistes dans leur domaine de prédilection. Centrés successivement sur les symboles et les mythes, sur les structures et les événements, et enfin sur les personnages et les dates de l'Italie unitaire, ils ne concer-nent en effet que les deux derniers siècles, et évoquent les traditions d'une jeune nation qui ont été inventées dans le présent et n'ont guère fait appel à un passé lointain et prestigieux dont la terre transalpine n'était pourtant pas dépour-vue. On ne trouve donc trace, dans cette réflexion italienne, ni de versions locales des Lascaux ou Alesia, ni de ville du sacre. Et s'il est bien question de Rome, c'est en tant que capitale d'une Italie unifiée qui s'affirma face à la papauté, et non pas comme ce symbole de renais-sance impériale que Mussolini voulut mettre en exergue. Il est vrai aussi que le pape a toujours été partie prenante de la réalité nationale italienne alors que la

dimension catholique, du réseau des paroisses au Vatican, n'a pas cessé de peser lourdement sur l'identité du pays.

Dégager une vision d'ensemble de tous les thèmes traités à travers ces lieux de la mémoire ne va pas de soi tant est grande leur diversité, de l'osteria à la mafia, de Pinocchio au calcio. A travers ces éclairages, l'Italie apparaît comme un pays déchiré et tragique, et certains d'entre eux, comme les lois raciales de 1938, relèvent d'un conflit d'interprétation historienne, et donc d'un conflit de mémoire. L'histoire de l'Italie unitaire reste très marquée par l'expérience du fascisme dont on sait combien, loin d'être une parenthèse, elle a pesé sur la fondation de la République et de sa Constitution. Dès lors n'est-il pas étonnant que de nombreuses contributions portent sur des épisodes qui ont divisé les Italiens, sous la forme de personnages (Matteotti) ou de dates (le 18 Avril, jour des élections de 1948 qui ont vu triompher – pour longtemps – la Démocratie chrétienne). Il est même question du *confino*, cette pratique des séjours forcés dans les coins les plus reculés du pays que le fascisme a fait subir à un grand nombre de ses opposants. Les massacres nazis de 1944 et la mémoire divisée dont ils ont parfois fait l'objet n'ont par contre pas trouvé place dans cette synthèse, sans doute parce que les historiens ne s'y sont intéressés qu'ultérieurement.

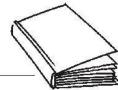
La contribution de Piero Brunello sur l'Abbaye de Pontida est particulièrement révélatrice de la pluralité de ces lieux de la mémoire et de leur histoire évolutive. Ce lieu mythique du jurement des guerriers lombards qui voulaient résister à l'Empereur en 1167, et qui fait donc exception en se référant ici à un passé médiéval, a en effet été à la fois investi par les nationalistes milanais du XIXe et récupéré plus récemment par la populaire

144 ■ Ligue du Nord, qui en fait par ailleurs un

usage spectaculaire. Loin d'être une réalité immuable, les manifestations de la mémoire sont donc un révélateur des sensibilités de leur temps et elles s'expriment dans des présents successifs.

Un autre thème a marqué durablement les représentations des Italiens, c'est celui de la campagne et de la bonification des terres. Celle-ci a beau avoir relevé pour eux d'une nécessité permanente, la propagande fasciste l'a confinée avec succès à ses propres mystifications, provoquant ainsi une amnésie collective impressionnante. Par ailleurs, si la conscience nationale italienne reste aujourd'hui marquée par cette image de la campagne ennemie qu'il a fallu apprivoiser, cela n'a guère favorisé la prise en compte de la protection de l'environnement dans la Péninsule.

Mario Isnenghi reconnaît s'être inspiré de la référence française pour cette entreprise, mais il insiste surtout sur le contexte bien particulier dans lequel elle était inscrite: implosion des régimes communistes, disparition des grands partis de masse transalpins traditionnels, et cette étrange expérience berlusconienne qui a fait renaître en quelque sorte l'exception italienne. A ce propos, mais peut-être cela aurait-il relevé d'une histoire trop récente, il aurait été judicieux d'intégrer le phénomène de la télévision dans ces lieux de la mémoire et de l'identité italiennes. Isnenghi ne se montre-t-il pas justement très sensible aux abus de l'usage public de l'histoire, notamment par cette dictature du présent qui permet de faire dire n'importe quoi à l'histoire dans le premier show médiatique venu? Finalement, son intention, très appréciable, a surtout été de mettre en évidence la pluralité des histoires de l'Italie et des récits successifs qui l'ont constituée, sans verser dans l'autodépréciation si naturelle aux Italiens, et en se gardant de céder à l'idée très à la mode de l'expiration inéluctable de l'Etat



national sous l'effet de la globalisation économique.

La lecture de ces contributions si variées se révèle très stimulante et donne une image riche et contrastée de l'identité italienne et de ses caractères originaux. On pourra toutefois regretter que chacun de ces ouvrages contienne bizarrement la même conclusion de Mario Isnenghi, alors même que les trois introductions, suite à une première partie à nouveau identique, présentent les thèmes de chaque volume sans les situer dans une problématique commune. C'est peut-être là une limite de cette réalisation éditoriale qui ne paraît pas avoir été prolongée par une véritable réflexion collective, et qui n'a sans doute pas mobilisé tout le potentiel de son impressionnante brochette d'auteurs.

Charles Heimberg (Genève)

REINHARD ALINGS
MONUMENT UND NATION
ZUM BILD VOM NATIONALSTAAT
IM MEDIUM DENKMAL.
EINE VERGLEICHENDE ANALYSE
NATIONALPOLITISCHER
DENKMÄLER IM DEUTSCHEN
KAISERREICH 1871–1918
VERLAG DE GRUYTER, BERLIN 1996, 642 S., FR. 265.–

KATRIN KELLER UND HANS-DIETER
SCHMID (HG.)
VOM KULT ZUR KULISSE
DAS VÖLKERSchlACHTDENKMAL
ALS GEGENSTAND
DER GESCHICHTSKULTUR
UNIVERSITÄTSVERLAG, LEIPZIG 1995, 230 S., DM 32.–

Die Monumentalisierung von Geschichte ist eine Obsession des 19. Jahrhunderts. Sie hat ihren Niederschlag nicht nur in der Historienmalerei, den Festzügen oder den Museen gefunden, sondern auch und vor

allem im Denkmal. Im Kaiserreich brach eine regelrechte «Denkmalseuche» aus, die von zeitgenössischen Kunstkritikern wie Richard Muther – von dem dieser Ausdruck stammt – ironisch kommentiert wurde. Die deutsche Historiographie hat sich diesem Phänomen erst spät und zögerlich zugewandt. Von Franz Schnabel übernahm Thomas Nipperdey vor nunmehr fast 30 Jahren die Idee, anhand der Analyse von Nationaldenkmälern Aufschlüsse über tieferliegende Schichten der politischen Geschichte des Kaiserreichs zu gewinnen. (Nationalidee und Nationaldenkmal in Deutschland im 19. Jahrhundert, in T. Nipperdey, Gesellschaft, Kultur, Theorie, Göttingen 1976, 133–173.) Sozialgeschichte und Kunstgeschichte wurden aufeinander bezogen, ohne das eine im anderen aufzulösen. Seit dem bahnbrechenden Aufsatz Nipperdeys sind zunächst einige Einzelstudien zu nationalen Denkmälern erschienen. Im Zuge der Wendung zu einer politischen Kulturgeschichte in den letzten Jahren, wird die Erforschung von Denkmälern als nationaler Gedächtnisort jetzt nahezu inflationär. Studien zur Politik nationaler Erinnerung haben Konjunktur. Das kollektive Gedächtnis scheint in der Gegenwart selbst reflexiv zu werden. Das Gedächtnis repräsentiert nicht mehr vorrangig Vergangenheit, sondern, wie Aleida Assmann treffend formuliert hat, dieses Gedächtnis erinnert sich in erster Linie daran, dass und wie es sich erinnert.

Von der Forschungsdiskussion seltsam unberührt bleibt die vorliegende Dissertation von Reinhard Alings. Erklärtes Ziel ist, gleichsam die Summe aus den vielen Einzelstudien zu nationalen Denkmälern des Kaiserreichs zu ziehen und eine neue Interpretation vorzulegen. Allerdings werden mit Ausnahme der Thesen Nipperdeys kaum neuere Interpretationsvorschläge – etwa von Wolfgang Hardtwig oder von Charlotte Tacke, die

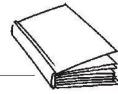
auf die enge Verknüpfung von bürgerlichem Verein, Denkmal und politischem Fest hingewiesen haben – diskutiert. Die Überlegungen zum politischen Totenkult von Reinhart Koselleck und Michael Jeismann werden zitiert aber nicht rezipiert. Hinweise auf diskursanalytische Studien etwa von Rolf Parr zum Bismarck-Mythos fehlen ebenso wie die von Pierre Nora angeregten Forschungen zu den französischen *lieux de mémoire*. Eine zusammenfassende Interpretation des nationalen Denkmalkultes im Kaiserreich kann ohne einen Ausflug in diese reiche Forschungslandschaft kaum gelingen.

Gleichwohl, und hierin liegt ein Vorteil der Arbeit, wird der Wandel des Denkmalkultes im Kaiserreich materialreich und im Detail genau beschrieben. Mit diesem seitenstarken Kompendium wird gleichsam der Unterbau für die Interpretation Nipperdeys nachgeliefert. Die Leitfragen lauten: «Wie stellt sich das Kaiserreich von 1871 als Nationalstaat im Medium Denkmal dar, wie legitimiert es sich und sein Zustandekommen nach aussen und innen und welche Konsequenzen für Gegenwart und Zukunft ergeben sich daraus für die Zeitgenossen und das politische System. Wer steht hinter den Projekten, welche nationalen Zeichen kommen zur Anwendung, welche Tradition vermitteln sie und welche tatsächliche Relevanz haben diese Denkmäler in der Öffentlichkeit.» Entsprechend dem diachronen Wandel unterscheidet der Autor vier Typen des nationalpolitischen Denkmals im Kaiserreich, die im Hauptteil der Arbeit vergleichend untersucht werden. Am Anfang stehen die Denkmäler für den gewonnenen Krieg von 1870/71 und die Reichsgründung. Ausführlich behandelt werden etwa das Niederwalddenkmal und die Berliner Siegessäule (laut dem bisigen Kommentar des «Kladderadatsch» zur Erinnerung daran, dass nicht nur die

146 ■ Franzosen, sondern auch ihr Geschmack

vollständig geschlagen wurde). Diese Sieges- und Friedensdenkmäler besaßen eine überregionale Ausstrahlung, auch Dank ihrer Popularisierung durch Zeitschriften wie der *Gartenlaube*. Sie wurden oft von «unten» initiiert, von «oben» jedoch ausgeführt. Vom Ende der 80er Jahre bis etwa 1905 entstehen dann die bekannten Kaiser-Wilhelm-Denkäler. Sie waren mehr «patriotische Pflicht, denn Kür», wurden administrativ und fast ausschliesslich in Preussen errichtet und dienten der Verherrlichung der Hohenzollern und des Militärs, kurz: des Obrigkeitsstaates.

Seit der Mitte der 90er Jahre bis zum Ende des Kaiserreichs wurden diese preussisch-dynastischen Monamente überlagert von einem regelrechten Bismarckkult. Interessanterweise hatte sich Bismarck 1889 gegen ein eigenständiges Reiterstandbild für Friedrich III. in Berlin gesperrt, um zu verhindern, dass der liberale Sohn und kurzzeitige Nachfolger Wilhelms I. aus dessen monumentalen Schatten heraustritt. Von einer breiten bürgerlichen Denkmalbewegung wird nun Bismarck selbst aufs Schild gehoben. Denkmäler für den erfolgreichen Reichskanzler entstanden in rascher Folge im ganzen Reich. Der Vf. zeigt überzeugend, wie die Bismarck-Denkäler zwar mit nationalem Anspruch auftraten, jedoch meist lokal und regional verankert waren. Hatte sich die Provinz Hannover und das Königreich Bayern der Monumentalisierung des Kaisers entzogen, entstanden hier recht frühzeitig repräsentative Bismarck-Türme – ein Zeichen dafür, dass die eigentliche nationale Symbolfigur des Kaiserreichs nicht Wilhelm I., sondern sein charismatischer Kanzler war. Der Übergang zu einer moderneren architektonischen Formensprache zeigt zugleich die politische Tendenz dieser Denkmäler an. Sie zielen auf eine kritische Überwindung des Wilhelminismus, wobei die



politischen Zielvorstellungen diffus bleiben und völkisch konnotiert sind. Eine Art Residualkategorie bildet schliesslich der vierte Typus, das Historiendenkmal. Es lässt sich zeitlich, geographisch und politisch nicht genau einordnen. In diese nur beiläufig behandelte Kategorie ordnet der Vf. wenig überzeugend zum Beispiel das Kaiser-Wilhelm-Denkmal auf dem Kyffhäuser (1897) und das Leipziger Völkerschlachtdenkmal (1913) ein.

Die Bismarck-Denkmäler, und im besonderen Masse das Völkerschlachtdenkmal, zeigen nachdrücklich, dass der Denkmalkult vor 1914 politisch ambivalenter war, als es vom Vf. in seinem Restümee dargestellt wird. Eine gerade Linie vom liberalen zum radikalen Nationalismus lässt sich anhand der Denkmäler des Kaiserreichs nicht ohne Schwierigkeiten ziehen. Zum Teil war das Nationsverständnis, dass sich in den Monumenten vor 1914 manifestierte sicherlich «aggressiv, irrational und völkisch», zugleich aber eben auch nach aussen defensiv, nach innen reformorientiert und inklusiv. Auch die künstlerische Gestaltung dieser Denkmäler bewegt sich zwischen traditionellen und modernen Stilelementen. Sie lässt sich nicht politisch eindeutig interpretieren. Diese Ambivalenzen werden auch von Katrin Keller und Hans-Dieter Schmid in der Einleitung ihres Sammelbandes zum Völkerschlachtdenkmal angeschnitten. Peter Hutter vertieft diese Überlegungen mit einer Auskopplung aus seiner Dissertation zur Baugeschichte des Denkmals. Der geschichtspolitische Umgang mit der Völkerschlacht und dem Leipziger Denkmal steht im Mittelpunkt der interessantesten Beiträge des Bandes. Friedemann Schmoll zeigt anschaulich die Ablehnung des Völkerschlachtdenkmales als Beispiel für die *manière germanique* in der französischen Presse vor 1914, Steffen Poser seine politische Instrumentalisierung in Deutschland

seit 1914. Vor allem der Umgang in der DDR mit den Monumenten der wilhelminischen Zeit ist dabei sehr aufschlussreich. Hubertus Tim Adam vertieft dieses Thema und zeigt beeindruckend, wie grotesk die Versuche der SED waren, aus der Reideologisierung der «nationalen Totenschwörung» politische Legitimation zu ziehen.

In welchem Masse die Erinnerung an die Völkerschlacht seit 1813 auf dem Verdrängen der tatsächlichen Grauen des Krieges beruht, verdeutlichen Wolfgang Ernst und Axel Dossmann. Die Monumentalisierung von Geschichte vollzog sich in der Camouflage des Realen. Die Entsorgung der sterblichen Überreste der Gefallenen von 1813 in Knochenmühlen ist hierfür nur ein Beispiel. Sobald sich die materialen Spuren der Vergangenheit verlieren, schlägt die Stunde der Erinnerungspolitiker. Die vielfältige Forschung zu nationalen Gedächtnisorten, die nun mit zeitlicher Verzögerung auch die deutschen Universitäten erreicht hat und die sich in den hier besprochenen Veröffentlichungen partiell niederschlägt, sollte nicht aus dem Auge verlieren, dass die Politik der Erinnerung vor allem im Vergessen gründet.

Stefan-Ludwig Hoffmann (Bielefeld)

**BERNARD VINCENT, ELISE
MARIENSTRAS (SOUS LA DIR. DE)
LES OUBLIES DE LA REVOLUTION
AMERIQUE**
FEMMES, INDIENS, NOIRS, QUAKERS, FRANCS-MAÇONS DANS
LA GUERRE D'INDEPENDANCE
PRESSES UNIVERSITAIRES, NANCY 1990, FF 150.-

Publié au lendemain de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, cet ouvrage plaide pour une «histoire totale» des révolutions, vers

laquelle les débats français semblaient alors converger, et s'attache, dans le cas de la Révolution américaine, à mettre en œuvre un tel programme de recherche.

L'historiographie traditionnelle de la naissance des Etats-Unis, nous disent les éditeurs, oscille entre l'exaltation de la dimension révolutionnaire de la guerre d'Indépendance, qui tourne à l'hagiographie des humbles, et l'accent exclusivement mis sur les élites. Elle offre une vue très schématique de la situation historique de cette fin du XVIII^e siècle: plus qu'une guerre entre des colons et un empire britannique, plus qu'un conflit entre des dirigeants politiques plus ou moins acquis à des idéaux louables, plus qu'une lutte où les Indiens s'engagent d'un bloc en faveur de l'un des camps, les événements qu'on regroupe sous le nom de guerre d'Indépendance mettent aux prises une multitude d'acteurs historiques, dont les interprétations de ce qui est en train de se passer varient largement.

Le point commun des cinq catégories d'acteurs que retient l'ouvrage, à savoir les Amérindiens, la population noire, libre ou asservie, les femmes, les francs-maçons et les quakers, est d'être en porte-à-faux de la Révolution, c'est-à-dire engagées d'une manière plus complexe dans les événements que ne le laissent entendre les synthèses historiques communément admises.

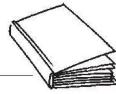
Ces groupes sociaux inclassables, et donc «oubliés» des historiens, sont précisément le point de départ d'une relecture de la guerre d'Indépendance qui mettrait au jour des intérêts différents, moins contradictoires qu'incommensurables, ou des temporalités décalées: comment, par exemple, les tribus indiennes situées à l'ouest du Mississippi, et donc peu touchées par les conflits de 1775–1789, ont-ils perçu une Révolution dont ils subirent les effets quelques années plus tard, lorsque l'expansion de

l'«empire de la liberté» gagna leurs régions? Dans quelle mesure peut-on en faire des acteurs des événements de la guerre d'Indépendance?

Si l'historiographie traditionnelle de cette période a suggéré, notamment, le rôle important des femmes durant la guerre, ou celui des Indiens, ce n'était jamais dans le but de réinterpréter la Révolution pour elle-même. A ces avancées ponctuelles, l'ouvrage se propose donc, par un traitement d'ensemble des groupes sociaux susceptibles de gêner la vision confortable des historiens, d'obliger à repenser les événements dans toute leur complexité.

Outre qu'il est polémique à l'égard des thèses historiennes en vigueur, le projet revêt une dimension politique de réhabilitation des groupes sociaux négligés dans l'écriture de la naissance des Etats-Unis. Il s'agit de leur «rendre justice», en pointant le fait que la Révolution américaine ne fut pas seulement une croisade de la liberté des colons contre l'empire britannique, mais aussi le nouvel épisode d'une guerre de colonisation en même temps que le résultat d'une mise au ban des aspirations de nombreux groupes sociaux. A une histoire collectivement admise, mais grevée d'oubli, il s'agit de substituer une mémoire moins arrangeante, intégrant les anonymes inclassables et rétifs à une vision d'ensemble, et plus attentive à leur propre vision de l'histoire, qui peut dans les meilleurs cas, comme dans celui de la communauté noire, amener à voir de l'héroïque là où les historiens n'ont rien vu.

Jérôme David (Lausanne)



ELISABETH BRONFEN, BENJAMIN
MARIUS, THERESE STEFFEN (HG.)
HYBRIDE KULTUREN
BEITRÄGE ZUR ANGLO-AMERIKA-
NISCHEN MULTIKULTURALISMUS-
DEBATTE
STAUFFENBURG DISCUSSION, TÜBINGEN 1997, 294 S.,
FR. 44.50

Mit diesem 4. Band aus der Reihe «Studien zur Inter- und Multikultur» legt das Herausgeberteam um die Zürcher Anglistikprofessorin Elisabeth Bronfen eine Übersichtsarbeit über einige der wichtigsten theoretischen Tendenzen innerhalb der postkolonialistisch-multikulturellen Debatte im angelsächsischen Raum vor, nachdem das anspruchsvolle Programm 1995 mit einer einführenden Darstellung lanciert wurde und seither vor allem Einzeldarstellungen folgten. Die Auseinandersetzung mit den «multi-, inter- und transkulturellen Formationen der Vergangenheit» ist den mehrheitlich von der Literaturwissenschaft her kommenden HerausgeberInnen und Autoren Programm. Und eröffnet damit einen interdisziplinären und -kulturellen Dialog auch mit der deutschsprachigen Geschichtswissenschaft.

Wenn Heimat Voraussetzung zur Schaffung sowohl personaler wie kollektiver Identität ist, dann muss gefragt werden, wie im unheimlich-heimatlosen Zustand, in den die Welt aus postmoderner Sicht verfallen ist, Identität sich überhaupt konstituieren kann. Die Beiträge der einzelnen Autoren vorwegnehmend stellen Bronfen und Marius in der Einleitung die Überlebtheit des traditionellen Nationenkonzepts fest und wollen doch nicht auf die Notwendigkeit kollektiver Identitätsbildung verzichten. Wie diese denn alternativ zu bewerkstelligen wäre, darum haben sich die hier versammelten amerikanischen und britischen Koryphäen der postmodernen und multikulturellen

(Literatur-)Theorie Gedanken gemacht, die auch für die Geschichtswissenschaft von Interesse sind. Dass die Welt und ihre Geschichte(n) von diesen Leuten als mit Literatur vergleichbare Texte gelesen werden, dürfte als bekannt vorausgesetzt werden. Dass der Literatur umgekehrt aber die Welt und ihre Veränderung als nicht nur literarischer Auftrag mitgegeben wird, überrascht dann vielleicht doch. Und rückt literarisches und historisches Geschichte(n)erzählen nicht nur von der narrativen Strategie, sondern auch von der Erinnerungs- und Vermittlungsaufgabe her nah zusammen.

Die Ziele des Hybriditätsdiskurses: Solidarität und Widerstand. Das Terrain, von dem aus dieses Unternehmen gestartet wird: der Zwischen-Raum, die Peripherie im Zentrum, der Rand der Moderne, die kulturellen Differenzen. Wobei das «Zwischen» auch eine zeitliche Dimension aufweist, bei Bhabha im Benjaminischen Sinn als zeitlicher Moment, der aus einer «homogenen und leeren Zeit» heraus gesprengt ist und Vergangenheit und Zukunft als Beweis und Potential für die Veränderbarkeit in sich trägt. Was Walter Benjamin für die Aufgabe des historischen Materialisten angesehen hatte, übertragen Bhabha, Said, Anderson, Chambers und West auf die postmodernen Intellektuellen und KünstlerInnen. MigrantInnen und die BewohnerInnen des «Südens» treten als historische, politische und literarische Subjekte an die Stelle des klassisch-marxistischen Subjekts und suchen die westlichen Metropolen mit ihren Gegengeschichten heim, bereichern und verändern sie. So sinnvoll die Gewichtung der (post)kolonialen Geschichte als konstitutiv für die westliche Moderne und die aus ihr entstandene Nation erscheint, so wenig wird eine konkrete Verschränkung dieser «neuen» oder erst jetzt wahrgenommenen aufbegehrnden «Subalternen» (Spivak) mit ökono-

misch-sozialen Machtverhältnissen versucht. Ein Einwand, den Stuart Hall in seiner Auseinandersetzung mit den postkolonialismuskritischen Positionen von Ella Shohat und Arif Dirlik ernst nimmt und dem er doch entgegen hält, die marxistische Geschichtsschreibung habe den eurozentrischen Gestus des kolonialen Systems wiederholt und andere Geschichten und Zeitlichkeiten ignoriert. Fredric Jameson differenziert zwischen einer spätmarxistischen Analyse des Imperialismus, die er für die Wahrnehmung von dessen ökonomischen und machtpolitischen Ursachen für unabdingbar hält, und die sich der Solidarität mit dessen «Objekten» verpflichtet fühlt und einer frühmarxistischen im Sinne Halls.

Das neue Bewusstsein für Minderheiten kommt für Edward Said einer «koperikanischen Wende» in der Forschung gleich. Um jedoch das «Gesamtprojekt der Entthronung des Eurozentrismus» voran zu treiben, reicht ihm ein blosses Hinzufügen von Namen von nichtweissen, nichtmännlichen Referenzen in die Fussnoten der intellektuellen Debatten nicht. Sein Beitrag ist denn insbesondere ein Appell an die VertreterInnen von Minderheiten, es nicht bei der repetitiven Bestätigung der eigenen Identität zu lassen. Zeuge dafür ist ihm Frantz Fanon, der die antikolonialen Bewegungen davor gewarnt hatte, beim nationalen Bewusstsein zu verharren, ohne den Kampf ums soziale Bewusstsein aufzunehmen.

Während Benedict Anderson den westlichen Nationalismus als säkulare Folge- und Gegenerscheinung der kulturellen Systeme «Religion» und «Dynastie» begreift, für dessen Bildung der moderne Roman und die Zeitung mit ihrer Produktion von zeitlicher Simultaneität wesentlich waren, mag Homi K. Bhabha die westliche Nation nicht historisch verorten. Um die zeitlichen und inhaltlichen

150 ■ Ambivalenzen der nationalen Geschichte

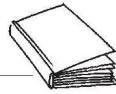
zu beweisen, verfällt er auf die etwas unglückliche Idee, der Nation beziehungsweise dem nationalen Bewusstsein eine ahistorische «obskure und allgegenwärtige Form» zuzuschreiben. Dagegen kann sich die Leserin mit Bhabhas Absicht, das Performative am «Nationen»- oder «Volks»-Begriff sei zu betonen, damit auch Minderheiten an der nationalen Geschichte mitschreiben können, durchaus einverstanden erklären.

Die Anerkennung der und das Arbeiten mit den hybriden Kulturen als Alternative zum todbringenden ethnischen «Säuberungswahn» aktueller Kriegsherren (Bhabha): die anglo-amerikanische Multikulturalismusdebatte ist näher bei aufklärerischen Grundwerten, als es manche Postmoderne diskussion vermuten lassen würde. Voraussetzung für das Gelingen ihres emanzipatorischen Projekts ist für Iain Chambers, dass wir die Autorität des Erzählens und damit des Erinnerns den anderen – einstigen *objets trouvés* des Kolonialismus, jetzt «lärmigen Subjekten», welche die nationalen Narrative des Westens verhündern – überlassen und zuhören.

Gisela Hürlimann (Zug)

**PHILIPPE HENRY (SOUS LA DIR. DE)
LA MEMOIRE DE LA REVOLUTION
NEUCHATELOISE DE 1848
DU CINQUANTENAIRE
AU CENTENAIRE 1898–1948
ED. GILLES ATTINGER, NEUCHATEL 1997, 251 P., FS 60.–**

A une époque où la manie des commémorations semble endémique dans les sociétés occidentales, il est utile de pouvoir se référer à des études analysant les racines de ce phénomène. Dans le canton de Neuchâtel, un recueil d'articles consacré aux commémorations du 50e et du 100e anniversaire de la Révolution neuchâteloise du



1er mars 1848 a été publié en 1997. L'ouvrage est le prolongement d'un séminaire de recherche qui s'est déroulé à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel en 1994/95. Il donne la parole à de «jeunes historiens qui achèvent leur formation, encadrés par leur professeur et par des chercheurs confirmés».

Dans un article introductif intitulé «*Histoire, mémoire collective et commémorations*», le maître d'œuvre de la publication, le professeur Philippe Henry, se réfère explicitement au concept de *lieux de mémoire*, tel qu'il a été défini par Pierre Nora. Dans ce champ de réflexion s'ordonnent dix textes, de qualité inégale.

Dans la première partie de l'ouvrage, Philippe Henry et Pierre-Yves Donzé s'attachent à reconstituer la genèse, la forme et le sens profond des commémorations du Cinquantième et du Centième anniversaire de la révolution du 1er mars. Dans la deuxième partie, Séverine Hutin effectue une analyse minutieuse du contenu du festspiel de 1898, conçu par le libéral neuchâtelois Philippe Godet. L'auteur montre comment Godet a déformé l'histoire, opposant au tabou de la discorde l'union indéfectible des Neuchâtelois et des Confédérés. Pour les autorités neuchâteloises, le festspiel de 1898 est également l'occasion de célébrer la réconciliation des royalistes et des partisans de la révolution. La troisième partie est consacrée à la création des monuments – monument de la République, monument du Centenaire au Locle – érigés dans le contexte des commémorations de 1898 et 1948. Dans la quatrième partie, le regard se porte sur les objets-souvenirs – affiches, médailles, insignes, cartes postales, bibelots etc. – produits à l'occasion des commémorations. On regrettera que ce sujet original soit traité surtout sous l'angle typologique et iconographique et que ses auteurs aient négligé d'étudier l'exploitation commerciale de l'événe-

ment, comme le laisse pourtant supposer au début de l'ouvrage Philippe Henry. Dans un article fort bien documenté, Pierre-Yves Chatelain examine la manière dont les événements de 1848 ont été relatés dans les manuels destinés aux écoles primaires. L'ouvrage se termine par une réflexion sur les traces laissées par le Centenaire de 1948 dans le cinéma neuchâtelois.

Avec raison, cet ouvrage insiste sur les instrumentalisations politiques des commémorations neuchâteloises. Au delà des remarques succinctes portant sur l'écho des manifestations dans la presse, on regrettera toutefois l'absence d'une réflexion approfondie sur la réception des célébrations au sein de la population neuchâteloise. Il aurait été par exemple intéressant de recueillir les témoignages de la génération qui a vécu la commémoration de 1948. Une telle étude aurait permis de mieux comprendre les discordances, entre le Haut et le Bas du canton notamment, dans la perception des événements. Cela dit, cet ouvrage constitue une contribution importante à l'approche des commémorations neuchâteloises et le lecteur appréciera l'iconographie très riche qui prolonge et explicite chaque article.

Chantal Lafontant (Berne)

LUC VAN DONGEN
**LA SUISSE FACE A LA SECONDE
GUERRE MONDIALE, 1945–1948**
EMERGENCE ET CONSTRUCTION
D'UNE MEMOIRE PUBLIQUE

SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DE GENEVE,
GENEVE 1997, 197 P., FS 30.–

La Seconde Guerre mondiale constitue pour la Suisse un non-lieu de mémoire: nul monument, nulle commémoration, nul haut lieu de combat, nul martyr; le passé national semble dépourvu de tous les

attributs constitutifs de la mémoire guerrière, à l'exception insupportable de la commémoration de la Mob... qui définit à elle seule le Sonderfall helvétique. Et pourtant la guerre n'en a pas moins tenu une place essentielle dans la redéfinition de la mémoire nationale autour de la triple idée d'un pays toujours résistant, humanitaire et généreux, vigilant et sage. Comment expliquer ce paradoxe? Cette singularité helvétique? Depuis plus de 25 ans, la recherche historique a considérablement mis à mal cette mémoire officielle idéalisée, mais il faut féliciter Luc van Dongen d'avoir entrepris d'analyser les processus de sa mise en place. C'est là un premier mérite de son livre issu d'un mémoire de licence présenté à l'Université de Genève: il consiste précisément non plus à confronter la mémoire inventée à la réalité vécue, mais de prendre comme objet d'étude l'émergence et l'affirmation de la mémoire publique au lendemain de la guerre. Le sujet est essentiel car la relation que nous entretenons avec un épisode pas particulièrement heureux de notre passé national est inséparable des représentations que nous ont transmises les générations qui nous ont précédés et qui semblent aujourd'hui si mal s'accorder avec la vérité historique.

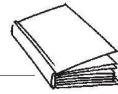
L'histoire longue de cette confrontation entre mémoire et histoire reste encore à écrire, mais Luc van Dongen vient d'en poser les premiers jalons. Il s'est très judicieusement concentré sur les premières années de l'après-guerre (1945–1948) pendant lesquelles se sont mis en place les vecteurs principaux d'une mémoire nationale qui a durablement imprégné notre rapport au passé national.

L. van Dongen a su éviter le piège d'une vision rétrospective qui l'aurait empêché de mettre en évidence l'horizon des possibles sur lequel s'est opérée la sélection du souvenir et de l'oubli. Car au

152 ■ lendemain de la guerre, rien n'est encore

joué, rien n'est encore définitivement figé. Epargnée par la guerre, à l'abri des procès et des déchirures de l'épuration, et alors que des voix nombreuses réclamaient un grand débat public qui n'eut lieu ni devant l'Assemblée fédérale, ni dans la presse, ni dans le pays, la Suisse rata d'une certaine manière son rendez-vous avec l'histoire. Pour autant les occasions de débattre du passé immédiat ne manquèrent pas et, dans l'immédiat après-guerre, les polémiques et les controverses furent nombreuses et c'est au travers d'elles que se dégagèrent progressivement les éléments constitutifs d'une mémoire officielle. Les «affaires» qu'analyse van Dongen, l'échec du Livre blanc, l'affaire du chef du service de renseignements Masson, révélatrice des tensions au sein de l'armée, le scandale des 200 qui témoigne des divergences des réactions politiques, montrent que les enjeux de mémoire ne se sont pas noués d'emblée.

Retenons surtout l'opposition entre Pilet-Golaz et le général Guisan car c'est à elle que van Dongen attribue, justement, un rôle décisif dans la cristallisation de la mémoire nationale. L'occultation du Conseiller fédéral – pourtant considéré jusqu'en 1944 comme le «sauveur de la Suisse» avant d'être contraint à la démission – et la quasi-canonisation du général a non seulement permis d'oblitérer les hésitations coupables du pouvoir politique en 1940 et de valoriser la réaction courageuse de l'armée, mais a constitué un véritable transfert de mémoire du politique au militaire et un moment décisif dans ce qu'il convient d'appeler la militarisation de la mémoire officielle. Ce que montre le travail de van Dongen, c'est précisément que ce résultat ne s'est pas imposé de lui-même, mais qu'il est issu d'une campagne savamment orchestrée par le général Guisan et son entourage, au terme de laquelle l'armée s'est appropriée une place essentielle et durable dans



l'imaginaire collectif. A défaut d'avoir livré bataille, le général usa de tous les moyens dont il pouvait disposer pour en sortir: le 8 mai 1945 dans son Ordre du jour aux citoyens-soldats toujours sous ses ordres, devant les élus de la nation lors de la cérémonie des adieux à l'Assemblée fédérale, enfin lors de «l'imposante cérémonie d'auto-glorification» que fut l'Hommage aux Drapeaux du 19 août 1945. Moment assurément décisif de sublimation mémorielle, le rapport du général au Conseil fédéral, enfin, ont été autant d'occasions, par ailleurs inscrites dans le rituel militaire, qu'il sut utiliser pour exacerber la place de l'armée et la figure du chef au cœur de la mémoire nationale.

De son côté, le Conseil fédéral se dédouanait en rédigeant son rapport sur les activités anti-démocratiques qui lui permettait, tout en amalgamant extrême-gauche et extrême-droite, de révéler l'ampleur de la menace sur la démocratie suisse dont la défense pouvait bien se complaire des petits arrangements concédés, que ce soit à l'égard des puissances étrangères ou à l'égard des principes mêmes de la démocratie.

Ces quelques notations n'épuisent pas l'intérêt de ce travail stimulant et novateur, mais je voudrais les accompagner de quelques remarques. En premier lieu, il me semble que la notion même de mémoire publique, empruntée à Burrin, aurait mérité un développement. L'auteur hésite lui-même entre mémoire publique et mémoire officielle, qui constituent l'une et l'autre deux réalités assez proches mais qui ne se recoupent pas. Il me semble aussi qu'une définition plus précise aurait permis de dissocier les multiples rapports au passé et en particulier de distinguer des formes de rationalisation du passé – que van Dongen appelle des «usages politiques du passé» – qui ne se limitent ni à la mémoire, ni à l'histoire, ni

nécessairement d'ailleurs aux représentations politiques; les processus par lesquels se constitue ou se «fabrique» la mémoire qui sont parfois un peu complaisamment assimilés à des stéréotypes, des poncifs, une neutralisation du passé, en seraient ressortis plus nettement. Van Dongen s'est efforcé de suivre les débats et les controverses autour d'un certain nombre de nœuds de mémoire, mais on ne perçoit pas toujours au-delà des arguments des uns ou des autres la diffusion et la réception plus générale d'une mémoire qui n'a pas fait l'objet de débat public, ni donné lieu à des commémorations populaires, et qui s'est construite essentiellement dans des documents officiels.

Bertrand Müller (*Lausanne*)

**JUBILÄEN DER SCHWEIZER
GESCHICHTE / COMMEMORATIONS
DE L'HISTOIRE SUISSE
1798-1848-1998**
STUDIEN UND QUELLEN, ZEIT-
SCHRIFT DES SCHWEIZERISCHEN
BUNDESARCHIVS / ETUDES ET
SOURCES, REVUE DES ARCHIVES
FÉDÉRALES SUISSES, 24 (1998)

LIEUX DE MEMOIRE FRIBOURGEOIS
ACTES DU COLLOQUE DES 7 ET 8
OCTOBRE 1994
ANNALES FRIBOURGEOISES,
PUBLICATION DE LA SOCIETE
D'HISTOIRE DU CANTON DE
FRIBOURG, TOMES LXI ET LXII,
FRIBOURG 1997, 416 P.

Ne pouvant passer sous silence deux publications majeures intéressant la problématique de la mémoire et de ses usages en Suisse, nous reproduisons ci-dessous la table des matières des deux livres en question, en espérant pouvoir en publier un compte rendu dans un prochain numéro.

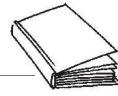
COMMÉMORATIONS DE L'HISTOIRE SUISSE

Christoph Graf: Geleitwort. Gérald Arletz: Aux origines des «Archives nationales». Georg Kreis: Die Bundesfeier von 1891. Liliane Eggli: Am «Wendepunkt unserer vaterländischer Geschichte». Das Helvetikbild und das Jahr 1798 im Rückblick der Erinnerungsfeiern von 1898. Marc Vuilleumier: Le Centenaire de 1798 en Suisse: les contradictions d'une mémoire. Georg Kreis: Das Verfassungsjubiläum von 1948. Bernard Degen: Sonderfall Schweiz im Bereich der Arbeitswelt? 50 Jahre Friedensabkommen als nationalen Jubiläum. Simone Chiquet: Der Anfang einer Auseinandersetzung: Zu den Fakten, Zusammenhängen und Interpretationen in der Debatte um die «Übung Diamant» 1989. René-Jean Wilhelm: Le Bicentenaire de la Révolution française en Suisse et en France. Gregor Dill, Christoph Graf, Andreas Kellerhals: Vom Umgang mit der Geschichte im Jubiläumsjahr 1998. Die Jubiläumsaktivitäten zum 150jährigen Bestehen des schweizerischen Bundesstaates und die Auseinandersetzungen mit der Geschichte der Schweiz während des Zweiten Weltkrieges.

LIEUX DE MÉMOIRE FRIBOURGEOIS

André Burguière: Conférence inaugurale. Jean-Luc Piveteau: Le territoire cantonal est-il un lieu de mémoire? Vincent Grandgirard: Du paysage au lieu de mémoire. Igo Schaller: Die Sprachgrenze, ein «lieu de mémoire»? Aloys Lauper: Le «plan Martini», icône de Fribourg. Hermann Schoepfer: Das Münster St. Niklaus, der «lieu de mémoire» fribourgeois par excellence. Yvan Andrey: L'Hôtel de ville de Fribourg, lieu de pouvoir ou lieu de mémoire? Denis Ramseyer: Le mythe des

cités lacustres. Georges Andrey: Le pouvoir et le fusil ou les caprices de la mémoire. Jean Steinauer: Les figurants du 800e ou l'émigration militaire travestie et célébrée. Alain-Jacques Tornare: La Révolution française et ses représentations mythiques à Fribourg, le cas du Dix-Août. Sébastien Julian: Que reste-t-il du trop «fameux» Carrard et de ses révoltes à répétition? Georges Andrey: Pierre-Nicolas Chenaux, de la «damnatio memoriae» au culte du souvenir. Francis Python: La Citadelle catholique. De la «religion en danger» à la «mission de Fribourg». Kathrin Utz Tremp: Fribourg, katholische Hochburg schon vor der Reformation? Ernst Tremp: Das Mittelalter als Modell, «Mediävalismus» im Gründungskonzept und in den Anfängen der Universität Freiburg. François Genoud: La Citadelle catholique, l'emprise du curé de campagne. Frédéric Yerly: Au service d'une Société des nations idéale, catholicisme fribourgeois et conscience internationale dans l'entre-deux-guerres. Pierre-Philippe Bugnard: Les humanités à Saint-Michel, «Lieu de mémoire» pédagogique. Sandra Schultheiss: Lieux de mémoire, les instituteurs. Christian Bardy: Pédagogie, le programme, le maître, le secondaire, le manuel. Jean-Marie Barras: Lieux de mémoire pédagogiques, l'œuvre d'Éugène Dévaud (1876–1942). Alexandre Dafflon: Des collégiens visitent Saint-Nicolas, pour une pratique des «lieux de mémoire» en pédagogie de l'histoire. Patrice Borcard: Symboles et représentations, la mémoire au service du pouvoir. Daniel Sebastiani: Les images de l'armailly dans l'identité cantonale. François Mauron: Le Moléson, le «Righi de la Suisse occidentale». Valérie Clerc: Saint-Nicolas, un phare dans le paysage identitaire fribourgeois. Patrice Borcard: L'art chorale, conservatoire d'une mémoire. Roland Ruffieux: Propos terminaux.



**AMOS FUNKENSTEIN
JÜDISCHE GESCHICHTE UND
IHRE DEUTUNGEN**

JÜDISCHER VERLAG BEI SUHRKAMP,
FRANKFURT A. M. 1995, 356 S., FR. 40.-

Wenige Kulturen seien so stark mit ihrer eigenen Identität und Unterschiedenheit beschäftigt, wie die jüdische, hält Amos Funkenstein (1937–1995) einleitend zu seinem Werk über jüdische Geschichtsdeutung fest. Lange vor der Krise der Säkularisierung – eigentlich seit Juden über sich nachdenken – seien ihre Identität, ihre Existenz und ihr Schicksal nie-mals eine selbstverständliche Angelegenheit und weder von ihnen selbst noch etwa von ihrer Umwelt jemals als solche erachtet worden, lautet die Ausgangsthese Funkensteins. Eine Kultur, die sich selbst nicht als selbstverständlich betrachtet, ist per definitionem eine sich selbst reflektierende Kultur. Jüdische Selbstreflexion, folgert Funkenstein, hat die Gestalt historischen Bewusstseins angenommen.

In den acht Essays, die eine fruchtbare Kombination von Religions- und Philosophiegeschichte sowie eigentlicher Geschichtsschreibung sind, erörtert Funkenstein die Vielfalt der Wahrnehmung und das Bewusstsein jüdischer Geschichte. Seine Überlegungen spinnen den Faden weiter, den er bereits in seiner Dissertation über historisches Nachdenken und Geschichtstheorien während des Mittelalters («Heilsplan und natürliche Entwicklungen: Formen der Gegenwartsbestimmung im Geschichtsdenken des hohen Mittelalters», München 1965) entwickelt hat. Die Entwicklung der jüdischen Geschichtsdeutung stellt Funkenstein in ihrer Dialektik zur jeweiligen Umgebung dar. Und diese Darstellung eines Wechselspiels und einer gegenseitigen Rezeption zwischen dem jüdischen und christlichen sowie dem antiken griechischen Geschichtsbewusstsein macht

das Buch in vielfältiger Hinsicht interessant.

In zwei einleitenden Essays setzt der Autor sich mit den methodischen und inhaltlichen Voraussetzungen der Thematik auseinander. Er diskutiert den Unterschied zwischen kollektiver Erinnerung und Geschichtsbewusstsein, fragt nach dem Wandel, dem die Wahrnehmung von Geschichte unterliegt und analysiert das Verhältnis von Geschichte und historischer Schilderung – Themenkomplexe, die in jüngster Zeit an grosser Popularität gewonnen haben. Funkensteins Arbeit kann als Grundlagenwerk bezeichnet werden. Der Autor diskutiert scharfsinnig die gängigen Begrifflichkeiten und die theoretischen Konzepte. So setzt er sich mit den Arbeiten von Maurice Halbwachs (*Das Gedächtnis und seine sozialen Bedingungen, Das kollektive Gedächtnis*) auseinander. Der französische Soziologe hat in den 20er Jahren das Konzept des «kollektiven Gedächtnisses» systematisch entwickelt. Sein Werk kann niemand ignorieren, wie Funkenstein festhält, der über das Geschichtsbewusstsein forscht. In kritischer Abgrenzung zu Halbwachs fordert Funkenstein allerdings ein dynamisches Interpretationsmodell, das nicht eine strikte Gegenüberstellung von «kollektivem Gedächtnis» und «historischer Erinnerung», wie bei Halbwachs, vornimmt. Diese Kritik trifft auch auf den zeitgenössischen Historiker Yosef Hayim Yerushalmi (*Zachor: Erinnere Dich! Jüdische Geschichte und jüdisches Gedächtnis*, Berlin 1988) zu. In der Polarisierung dieser beiden Konzepte fehle zudem eine vermittelnde Instanz. Funkenstein schlägt dafür den Begriff «Geschichtsbewusstsein» vor.

Den Wandel des historischen Bewusstseins analysiert Funkenstein in detaillierten Studien, die chronologisch geordnet sind und sich thematisch von der biblischen Zeit bis in die Gegenwart

erstrecken. In sechs sehr verschiedenen Essays, die auch einzeln gelesen werden können, kommt das breite Wissen von Amos Funkenstein, der jüdische Geschichte, Ideen- und Wissenschaftsgeschichte in Berkley und Tel Aviv lehrte, zu unterschiedlichen Themen und Zeitepochen zur Geltung, wie es bei heutigen Gelehrten nur selten anzutreffen ist. Die historische Reflexion weist er in unterschiedlichen Textsorten nach: in den prophetischen und apokalyptischen Schriften, in den halachischen und exegetischen Texten des Mittelalters und bei einigen Autoren der Neuzeit.

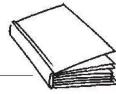
Er zeigt, dass das normative Judentum zwar lange Zeit keine kontinuierliche Aufzeichnung über politische Ereignisse in Gestalt von Chroniken oder historischen Studien aufbewahrte und teilt so weit die Erkenntnisse Yerushalmis. Doch zeigt Funkenstein in der halachischen Diskussion Ansätze von historischem Bewusstsein, die Yerushalmi übersieht. In der Halacha wird eine stetige und chronologische Aufzeichnung rechtlicher Neuerungen bewahrt. Den Essays über die Formulierung von verschiedenen historischen Theodizeen und über das Verhältnis zum Humanismus lässt Funkenstein Aufsätze folgen, die sich mit Themen an der «Schwelle zur Moderne» beschäftigen. Er diskutiert Mendelsohns «Jerusalem», Marx' «Zur Judenfrage» sowie den Zionismus in Herzls «Judentaat». Die Erörterungen kreisen um die Frage nach dem Verhältnis von Emanzipation und Assimilation.

Mit dem religionsphilosophischen Entwurf von Franz Rosenzweig und dessen Geschichtsverständnis beschäftigt sich ein weiteres Kapitel. Funkenstein entwirft eine wichtige Einschätzung des Verhältnisses von Judentum und Christentum in Rosenzweigs «Stern der Erlösung». Rosenzweig durchschaut die illusionäre Vorstellung des Einklangs

zwischen «Deutschjudentum» und «Judentum», die vielbeschworere «deutsch-jüdische Symbiose».

Der zeitgenössische Blick von Juden auf ihre eigene Geschichte ist Thema der beiden letzten Kapitel. Der Holocaust ist das historische Ereignis, das wie kein anderes die Geschichtsdeutung herausfordert. Funkenstein nimmt kritischen Abstand von vorhandenen Untersuchungen und insbesondere von Theodizeen. Äußerst aufschlussreich kommentiert er theologische – jüdische wie auch christliche – Geschichtsdeutungen des Holocaust. Dabei lehnt es Funkenstein ab, den Holocaust grundsätzlich als «unbegreifliches» Geschehen und diejenigen als «Wahnsinnige» zu betrachten, die ihn verursachten, wie es viele Theologen vorschlagen. Der Holocaust zeigte, so Funkenstein, «jene Extreme auf, die allein der Mensch und seine Gesellschaft zuzufügen und zu erleiden imstande ist – ein eminent menschliches Ereignis».

Im letzten Abschnitt fragt er nach dem Ort der jüdischen Geschichte in der Gegenwart und nimmt die Kontroversen innerhalb der Judaistik auf. Im Hintergrund dieser Debatten steht seiner Überzeugung nach der «bohrende Zweifel», ob die historisch-philologische Methode und ihre Textbasis nicht sogar in ihrem eigenen Geltungsbereich die Vorherrschaft eingebüsst habe. Gibt es überhaupt noch eine einzige, zusammenhängende und harmonisch verbindliche Erzählung, jenes «Masternarrativ», das eine Wirklichkeit repräsentiert? In der sogenannten «Jerusalemer Schule» der Judaistik, die von Yitzchaq Baer, Benzion Dinur, Gershom Scholem, Simcha Assaf und anderen geprägt wurde, bestand noch die Absicht eine unmissverständliche verbindliche Erzählung jeder einzelnen Periode der jüdischen Geschichte und aller anderen Disziplinen zu entwerfen. In den Arbeiten von zeitgenössischen israelischen Autoren



wie Mosche Idel, Ysrael Yugov, Tom Segev und andere sieht Funkenstein ein Abstandnehmen von diesen verbindlichen Erzählungen und den Versuch einer Dekonstruktion des historischen Subjekts.

Amos Funkenstein hat mit seiner «Jüdischen Geschichte» ein beeindruckendes Werk geschrieben. Seine theoretischen Annahmen überzeugen, die historischen «Fallbeispiele» sind eine Bereicherung für die LeserInnen. Aktualität schafft Funkenstein durch seine häufigen Bezüge zu gegenwärtigen Diskussionen in der Geschichtswissenschaft.

Tanja Hetzer (Zürich)

TANJA HETZER
KINDERBLICK AUF DIE SHOAH
FORMEN DER ERINNERUNG BEI ILSE
AICHINGER, HUBERT FICHTE UND
DANILO KIS

VERLAG KÖNIGSHAUSEN & NEUMANN,
WÜRZBURG 1999, 150 S., DM 30,-

«Seitdem die geniale Gestalt meines Vaters aus dieser Erzählung, diesem Roman verschwunden ist, ist alles zerflossen, aus den Fugen geraten. Seine mächtige Erscheinung, seine Autorität, ja sogar sein Name, seine ruhmreichen Requisiten genügten, um den Stoff der Erzählung in einem festen Rahmen zu halten, diese Erzählung, die gärt wie der Wein in den Fässern, diese Erzählung, in der die Früchte langsam faulen, zerstampft von Füßen, zerkrümelt von der Presse der Erinnerungen, schwer geworden von ihren Säften und der Sonne.» Das Zitat aus Kis' Roman «Garten, Asche» verweist auf einen Nicht-Ort in der Erinnerung, dem sich dieser Text entgegenschreibt. Das Verschwinden des Vaters hinterlässt kein Grab, somit gibt es keinen Ort für den Toten und die Trauer wird verunmöglich. Die Erinnerungstätigkeit

versucht nun im Gedächtnis Spuren des Verschwundenen hervorzuholen. Dabei bedient sich Kis in seiner Schreibweise des Kinderblicks, der sich mit dem Blick des sich erinnernden, erwachsenen und reflektierenden Ich-Erzählers mischt.

Tanja Hetzer geht in ihrer Studie der Bedeutung und Funktion des Kinderblicks in der Erinnerung von verfolgten Kindern nach. Sie weist darauf hin, dass bis anhin trotz der Vielzahl der sich auf den Nationalsozialismus und die Shoah beziehenden literarischen Kindheitserinnerungen dieses Phänomen in der Literaturhistorie und -kritik unbeachtet geblieben ist. In dieser Forschungslücke setzt ihr Buch an. Entlang dreier Romane – Aichingers «Die grösste Hoffnung», «Das Waisenhaus» von Fichte, Kis' «Garten, Asche» – untersucht sie die Formen der Erinnerung und Deutung der Nazizeit, die durch die Kinderperspektive gestaltet werden.

In der Einleitung definiert sie den Begriff der «Kinderperspektive». Damit ist zum einen das Schreibverfahren einer (Re-)Konstruktion des Vergangenen aus kindlicher Perspektive gemeint. Zum anderen bezeichnet der Terminus den Blick auf die historische Realität einer Kindheit während des Nationalsozialismus. Sie zeigt anhand der Leitmotive, wie sich die literarischen Erinnerungen der Opfer von denjenigen der Täter unterscheiden. Dabei kommt auch der Missbrauch der Kinderperspektive als Darstellungsmittel zur Sprache und zeigt gerade innerhalb der kanonisierten Erinnerungsliteratur (wie zum Beispiel der «Blechtrommel» von Grass) Bedenkliches auf.

Unter dem Titel «Orte des Erzählens» werden im zweiten Kapitel die exemplarisch ausgewählten Romane hinsichtlich der erwähnten Aspekte der Kinderperspektive situiert. Mit einer textnahen Lektüre verortet Hetzer die literarischen Kinderfiguren in ihrer historischen, sozialen und topographischen Realität und charak-

terisiert die literarischen Schreibverfahren. Neben den handlungsbeschreibenden Kurzporträts werden auch die autobiografischen Hintergründe und das Verhältnis von Autobiographie und Fiktion besprochen.

Das dritte Kapitel behandelt das Thema «Kindheitserinnerung». Das Gemeinsame der drei Romane ist die Erinnerung an eine traumatische Kindheit, die durch Bilder strukturiert wird. In Fichtes Roman «Das Waisenhaus» zum Beispiel zeigt Hetzer Erinnerungsvorgänge, die durch den Geruchssinn evoziert werden, und fragt nach der Funktion dieser früheren Erinnerungsbilder innerhalb des Textes. Den Text als Ganzes versteht sie als Erinnerung an die Angst, die Detlev im Waisenhaus ausgestanden hat. Die Erinnerungsbilder aus der früheren Zeit können dazu dienen, diese Angst auszuhalten. Eine weitere interessante Schlussfolgerung ist, dass der Schreibimpuls auch in der Erkenntnis begründet liege, dass es die Angst auszuhalten gelte, welche die Erinnerung auslöse, denn diese berge auch das Gedächtnis an den jüdischen Vater.

Da die literarischen Kinderfiguren zur sogenannten ersten Generation gehören, erleben sie den Bruch in der jüdischen Tradition und Existenz unmittelbar. Dass die Texte über diesen Bruch sprechen und welche «Chiffren für jüdische Traditionen und Existenz» zum Ausdruck kommen, diskutiert das vierte Kapitel – so zum Beispiel anhand eines Abschnitts aus Aichingers «Die grösste Hoffnung», in dem sich die Grossmutter in Gegenwart ihrer Enkelin Ellen mit Gift das Leben nimmt, um der Deportation zu entgehen. Es sei die Stelle, die in der Nachträglichkeit als ein Geschichts- oder Zivilisationsbruch sowie als individueller Bruch in der Familiengeschichte Ellens lesbar werde. Hetzer beleuchtet hierbei auch die Schreibposition der Autorin Ilse Aichinger, indem sie

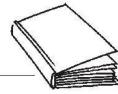
auf die entscheidende Abweichung vom biographischen Hintergrund in der Figur der Grossmutter hinweist. In dieser Abweichung markiere Aichinger, wo ihre eigene Aporie als Schriftstellerin beginnt.

Auf das systematische Verschweigen des Antisemitismus sowie die problematische Interpretation von christlichen Motiven in vielen literaturwissenschaftlichen Arbeiten und Rezensionen zu den drei Romanen kommt Hetzer im Schlusswort zu sprechen. Durch die enhistorisierenden Tendenzen in der Rezeption werden die Referenzen auf die NS-Geschichte ignoriert und so die Shoah und die Geschichte der Opfer ausgeblendet. Doch der Krieg und der Vernichtungsprozess bestimmen die prekäre Situation der Kinderprotagonisten. Die historisch kontextualisierte Lektüre ist Tanja Hetzer ein zentrales Anliegen, dem sie nicht nur in der Situierung der drei Romane innerhalb der Historisierungsdebatte, sondern mit der ganzen Studie eindrücklich nachkommt.

Claudia Roth (Zürich)

JAMES E. YOUNG
FORMEN DES ERINNERNS
 GEDENKSTÄTTEN DES HOLOCAUST
 PASSAGEN VERLAG, WIEN 1997, 504 S., FR. 98.–

Im Jahr 1987 installiert der amerikanische Minimalist Sol Levitt auf dem Universitätsplatz der deutschen Stadt Münster einen grossen schwarzen Würfel, den er den verschollenen Juden Münsters widmet. Auf noch vorhandenen Fotos wirkt der Würfel wie ein grosser schwarzer Ausschnitt, der sich in die lückenlose Barockfassade der umgebenden Gebäude schiebt. Bald gibt die Schwarze Form den Bürgern der Stadt Anlass zu Klagen: die Fahrer der Universitätsverwaltung klagen über erschwerte Zufahrtsbedingungen,



Anwohner beanstanden, der ästhetische Gesamteindruck des neurenovierten Platzes werde beeinträchtigt. Im März 1988 wird die Schwarze Form von einer mit Presslufthammern ausgestatteten Gruppe von Arbeitern im Auftrag der Universität zerstört. Einige Monate später, während der Gedenkfeiern an die Novemberpogrome des Jahres 1938, schlägt der Stadtrat vor, die Schwarze Form wiederherzustellen. Ihr drohendes Wiedererscheinen löst eine erneute Diskussion darüber aus, wie der Shoah angemessen gedacht werden kann, ohne den Gesamteindruck öffentlicher Plätze zu stören.

Diese kleine Geschichte, unter unzähligen anderen, erzählt James E. Young in seinem neuen Buch, dessen Originalausgabe 1993 unter dem Titel *The Texture of Memory. Holocaust Memorials and Meaning* erschien. Nichts, so seine Deutung der Geschichte, repräsentiere vielleicht so sehr die problematischen und versteckten Motive für das Erinnern in Deutschland wie dieses verschwindende Monument. Durch eine solche Verknüpfung von Erzählung und Deutung verschiebt sich die Repräsentation von der äusseren Form des Monuments auf dessen unabgeschlossene Geschichte und den Streit um Bedeutungen, der sich an ihm entzündet – und darin liegt das Spezifische und Spannende von Youngs Projekt. Denn die materialisierten Formen und konkreten, einzelnen Orte öffentlicher Erinnerung, die der Autor als *memorials*, «Gedenkstätten» bezeichnet – dazu zählt er auch «Denkmale», Archive, Museen, Gedenktage wie zum Beispiel den Jom Haschoa –, werden in Youngs Darstellung nicht als Symbole gelesen, sondern als Schrift. Diese Schrift entsteht aus einer Lektüre, die dem *memorial* die Erinnerung an seine eigene Geschichte zurückgibt: die Erinnerung an seine Entstehungsgeschichte, an die Geschichte seiner Umdeutungen oder auch seiner

Vernachlässigung. Besonders aufschlussreich sind die Gründungsgeschichten der 40er, 50er und 60er Jahre, die Young rekonstruiert: etwa die Geschichte der Berliner Gedenkstätte Plötzensee, die 1952 beginnt, indem sie den sich fortzeugenden Sammelbegriff «Opfer des Dritten Reichs» erfindet, oder die des KZ Dachau, die eine fast 20jährige Geschichte bewussten Vergessens ist. Oder die Entstehungsgeschichte des Warschauer Ghetto-Monuments von Nathan Rapoport, welcher die berühmt gewordene nachträgliche Selbstkommentierung des Künstlers – «Hätte ich einen Stein mit einem Loch in der Mitte machen und sagen sollen, „Voilà! der Heroismus der Juden?«» – als Zitat vorangestellt ist. Oder die Geschichte des Gedenktages Jom Haschoa und der Konstellation der Gedenktage, in die er eingeordnet ist – «Wenn sich ein Tag erinnert» –, oder die Entstehungsgeschichte der Gedenkstätte Yad Vashem, die bis in das Jahr 1942 zurückreicht.

Doch wendet sich Young ebenso gegen eine historisierende Lektüre, die dem *memorial* eine bestimmte feststehende Bedeutung zuschreiben würde, wie gegen die Fortschreibung eines traditionellen kunsthistorischen beziehungsweise formal-ästhetischen Diskurses. Beides bedeutet für ihn, «eine bereits konservierte Erinnerung zu konservieren». (45) Sein Darstellungsverfahren will vielmehr die starre Oberfläche der «versteinerten Erinnerung», die er mit dem polierten und abgeschlossenen äusseren einer Totenmaske vergleicht, auflösen in Geschichten, indem er die historischen Bedeutungsschichten freilegt, die ein *memorial* in sich verschliesst, indem er die Geschichte der Rivalitäten um Bedeutungen erzählt, und zeigt, wie die historischen Bedeutungen ständig angereichert und überlagert werden durch Erinnerungstourismus und Staatsakte, durch Verände-

rungen des topographischen Kontextes, oder auch durch Akte der Zerstörung und der symbolischen Vereinnahmung – wie jüngst in Auschwitz, wobei dieser Konflikt schon im Jahr 1979 aufbricht, als Papst Johannes Paul II den Ort Auschwitz als «das Golgatha der gegenwärtigen Welt» heilig spricht. (207)

Young nennt seine Darstellung den Versuch, «unsere Erinnerungsikonen vor der Versteinerung zu Götzenbildern der Vergangenheit zu retten» (45) – insofern lässt sich sein Projekt als ein anamnetisches, gegen die Amnesie der Monumente arbeitendes bezeichnen, und zugleich als ein Projekt rettender Kritik. Damit schreibt sich sein Buch gleichzeitig auch ein in die Textur der Erinnerung und wird selbst zu einer Erinnerungsschrift. Die «Biographien» der vielen *Holocaust Memorials*, die der Autor während der zehn Jahre andauernden Arbeit an seiner Studie besuchte, in Deutschland, Österreich, Polen, Israel und USA, machen aber nicht nur deutlich, dass es eine monolithische Erinnerung einer bestimmten Nation nicht gibt, dass diese sich vielmehr in «viele nationale Gedenkschichten und -dimensionen» (16) auffächert. Indem Youngs Lektüre der *memorials* untersucht, wie der Holocaust in die national und kulturell je spezifische Textur der Erinnerung eingebunden wird, zeigt sie, wie different die Narrative sind, die sich im Kontext nationaler Mythen und vorgelegerter Geschichtsbilder entwickelt haben, wie different auch die Formen politischer Instrumentalisierung sind. Diese Differenzen im nationalen Erinnern lassen sich nicht in die Figur eines Vergleichs bringen: «Was für mich», so schreibt Young, «eine jüdische Katastrophe war – der Massenmord an fast sechs Millionen Juden oder zwei Dritteln der europäischen Juden – wurde von den Deutschen und den Polen als ein völlig anderes Unglück erfahren und vollkom-

men anders in der Erinnerung verarbeitet.» (12)

Ausgespart bleibt in Youngs Buch die Frage danach, welche Bedeutungen durch eine «Übersetzung» von Fragmenten der national gebundenen Narrative in andere erzeugt werden. Was geschieht beispielsweise, wenn Bedeutungen importiert werden, wenn ein Objekt ganz wörtlich zum metaphorischen Objekt wird, wie es etwa bei einem frühen Entwurf für das Holocaust-Mahnmal in Berlin der Fall war, welcher vorsah, 18 aus Masada eingeflo- gene Steine als Symbol für die europäi- schen Länder, die an der Deportation und der Vernichtung der Juden beteiligt wa- ren, auf einer riesigen Steinplatte zu plazieren – «einer jüdischen Gewohnheit folgend, Steine auf Grabplatten zu legen als Zeichen des Gedenkens», wie das Architektenteam formulierte.

Das Buch, das an die 1988 publizierte Studie *Writing and Rewriting the Holocaust. Narrative and the Consequences of Interpretation* (dt. *Beschreiben des Holocaust. Darstellung und Folgen der Interpretation*, 1992) anschliesst, hat kein Schlusswort, keine Zusammenfassung und (im Unterschied zum amerikanischen Original) auch kein Register. Das mag man ihm als Mangel anlasten, doch man kann darin auch eine Aufforderung sehen, es als offenen Text zu lesen, der sich in den zahlreichen Abbildungen fortsetzt, und es nicht als Nachschlagewerk zu benutzen.

Birgit R. Erdle (Zürich)



CLEMENS WISCHERMANN (HG.)
**DIE LEGITIMITÄT
DER ERINNERUNG UND
DIE GESCHICHTSWISSENSCHAFT**
FRANZ STEINER VERLAG, STUTTGART 1996, 221 S.,
FR. 88.–

«Erinnerung ist einer der Zentralbegriffe historischen Bewusstseins und geschichtlichen Denkens. Dennoch ist die ‹Legitimität› der Erinnerung als wissenschaftliche Kategorie in den Geschichts- und Kulturwissenschaften erst noch durchzusetzen [...], indem sie als Schnittstelle von Wissenschaft und Lebenswelt begriffen wird.» So lautet die Ausgangshypothese, von der die AutorInnen dieses Bandes – ein Arbeitskreis von HistorikerInnen aus Münster, München und Berlin – ausgehen. Die Beiträge sind nur locker durch den gemeinsamen Bezug auf die Kategorie Erinnerung miteinander verbunden und behandeln so unterschiedliche Themen wie die Funktion von Sühne durch Gedenken im Mittelalter (Dietrich W. Poeck) oder die Frage der Übertragbarkeit individualpsychologischer Begriffe auf gesellschaftliche Phänomene (Dirk Reinhardt).

Warum die Geschichtswissenschaft sich lange Zeit schwertat mit den individuellen Erinnerungen zeigt Matthias Dümpelmann in seinem Beitrag auf. Durch das Auseinandertreten von Erfahrungs- und Erwartungshorizont aufgrund eines immer rascher erfolgenden sozialen Wandels entstand für die Angehörigen der modernen Gesellschaft ein Sinndefizit. In diese Lücke sprang die Geschichtswissenschaft, die jede Beziehung von Gegenwärtigem und Vergangenem privilegiert als Gegenstand ihrer Verfahren reklamierte und damit Artefakte der Orientierung schuf, die der Gesellschaft als Kitt dienen sollten. Damit wurden aber auch individuelle Erfahrungen und Erinnerungen mit kollektiven Sinnbildern aus dem Fundus

der Geschichtswissenschaft überschrieben.

Clemens Wischermann konfrontiert diese These von einem «kollektiven Gedächtnis» mit der Individualisierungsthese des Soziologen Ulrich Beck. Laut Beck definieren sich die Menschen heute nicht mehr über die Teilhabe an einem sozialen Kollektiv (Nation, Klasse etc.). Aufgrund der Individualisierung der Lebensläufe und dem Bedeutungsverlust von Traditionen verloren kollektive Sinnquellen an Bedeutung. Die Individuen würden sich demnach nicht mehr an der – behaupteten – Vergangenheit von Kollektiven orientieren, wie zum Beispiel nationalen Geschichtsmythen, sondern ihre gegenwärtige Situation zunehmend aufgrund von individuellen Erfahrungen und Erinnerungen interpretieren.

Sollte diese These zutreffen, hätte das weitreichende Konsequenzen für die Geschichtswissenschaft. Einerseits würde sie ihr Deutungsmonopol für die Interpretation der Vergangenheit verlieren (auf diesen Aspekt geht Stefan Haas in seinem Beitrag ein). Andererseits würde das bedeuten, dass sie sich vermehrt mit den Erinnerungen von Individuen auseinandersetzen müsste.

Für die Erforschung der Ereignisse der letzten Jahrzehnte bietet sich hierzu besonders die Oral History an. Auf diese Methode geht Rebekka Göpfert in ihrem Beitrag ein. Ihrer Ansicht nach ist die Befragung von ZeitzeugInnen geeignet, um die Verknüpfung von persönlicher und allgemeiner Geschichte aufzuzeigen. Trotz verschiedener Schwierigkeiten, die sich bei dieser Methode stellen – auf die ausführlich eingegangen wird – ist Göpfert der Ansicht, dass die Oral History eine Quelle bietet, die andere biographische Quellen – wie zum Beispiel schriftliche Autobiographien – bezüglich Unmittelbarkeit und Überprüfbarkeit weit übertrifft.

Obwohl viele interessante Themen angesprochen werden, hinterlassen die meisten Beiträge dieses Bandes ein unbefriedigendes Gefühl. So werden die Begriffe «Erinnerung» und «Gedächtnis» von den AutorInnen ganz unterschiedlich verwendet. Während einzelne Unterschiede zwischen (kollektivem) «Gedächtnis» und (individueller) «Erinnerung» unter anderem durch Bezug auf die Psychoanalyse herauszuarbeiten versuchen, wird von anderen der Begriff «Erinnerung» synonym zum Begriff des kollektiven «Gedächtnisses» verwendet, obwohl sich dieses ja auch auf Ereignisse beziehen kann, an die sich die einzelnen Individuen nicht persönlich erinnern. Wie genau sich nun individuelle Erinnerung und kollektives Gedächtnis gegenseitig beeinflussen, bleibt in den meisten Beiträgen unklar. Zudem werden zahlreiche theoretische Überlegungen angestellt (wie die oben angeführte Individualisierungsthese), bei denen es zumindest fraglich ist, ob sie einer empirischen Prüfung standhalten würden. Intensive Fallstudien fehlen aber in diesem Band weitgehend.

Eine wohltuende Ausnahme stellt der Beitrag von Miriam Gebhard dar. Sie geht der Frage nach, ob bestimmte Erinnerungsstrategien bei der Emanzipation des deutschen Judentums eine Rolle spielten. Ihre Untersuchung zeigt beispielsweise, welche Orientierungsfunktion der Topos vom Familiengründer für die jüdischen Familien des 19. Jahrhunderts besass: Während diejenigen Familien, die sich noch immer oder weniger stark dem religiösen Gesetz verpflichtet fühlten, die Erinnerung an einen mythisch frommen Urahn pflegen, fehlt eine solche Erinnerungsfigur bei Familien, die durch Mischen oder durch Konversionen ihre Zugehörigkeit zum Judentum aufgekündigt haben. Dies stellt eine gelungene Illustration von Maurice Halbwachs' These dar,

162 ■ wonach der Rückbezug auf die Vergan-

genheit einem Kollektiv – wie hier einer Familie – auch Handlungsmodelle für die Gegenwart bereitstellt.

Man hätte sich mehr solche minutiosen Studien gewünscht. Mit einem etwas bescheideneren theoretischen Anspruch, dafür aber detaillierteren Fallstudien zur Untersuchung der Kategorie «Erinnerung» für historische Prozesse und für die Historiographie hätte der Band zweifellos gewonnen.

Christof Dejung (Zürich)

YVES BEAUVOIS, CECILE BLONDEL

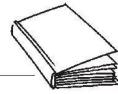
(SOUS LA DIR. DE)

**QU'EST-CE QU'ON NE SAIT PAS
EN HISTOIRE?**

PRESSES UNIVERSITAIRES DU SEPTENTRION,

LILLE 1998, 202 P., FF 140.-

Sous un titre un peu lourd mais qui a l'avantage d'être direct, une large palette d'historiens et de sociologues français et étrangers tentent de répondre à la question posée par les deux éditeurs: «Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire?». Signalons d'emblée que nombre de contributions sont issues des Rencontres philosophiques organisées par l'UNESCO en 1995, ce qui donne déjà une indication sur la nature des textes: le lecteur navigue souvent dans des généralités et des professions de foi, qui se révèlent parfois un peu plates et décevantes (lire notamment l'article de *Serge Bernstein*, «Comment un savoir historique est-il considéré comme acquis?»). Les domaines traités demeurent assez disparates, bien qu'ils constituent tous une manière de réflexion sur les limites de la connaissance historique, tant du point de vue épistémologique que méthodologique, politique, social, archivistique, culturel ou encore biographique – à travers le problème des rapports personnels que l'historien entretient avec son objet.



Dans la première catégorie, on trouve les réflexions de *Michel Winock* («A quoi sert l'histoire?»), *Robert Frank* («Penser la complexité: l'histoire des relations internationales») et *François Chazel* («Sur quelles bases établir des relations stables entre historiens et sociologues?»). Dans la seconde, il y a les articles de *Pierre Milza* («Des difficultés de la taxinomie au risque du nominalisme»), *Pierre Laborie* («Les concepts: de l'intuition à l'instrumentalisation. L'exemple de l'opinion publique») et *Maurice Tournier* («Des mots en histoire»), lequel plaide avec raison pour une histoire générale des usages linguistiques vus du côté des historiens et non des linguistes, afin de savoir «pourquoi tel mot a pris et non tel autre, et pour répondre à quelle nécessité ou quel fantasme [...]».(143) Les catégories du politique, du social, des sources et des mentalités apparaissent souvent indissociablement liées chez *Charles Kecskeméti* («Les moyens archivistiques pour faire échec à l'organisation de l'ignorance», article qui devrait intéresser quiconque travaille sur des archives d'Etat), *Nicolas Werth* («Soviétologie et archives soviétiques: confrontation et confirmation»), *Daniel Beauvois* («Les tentatives du politiques pour faire obstacle à la connaissance historique sont-elles illusoires?»), *Pierre Birnbaum* («Mythes à la française: du chauvinisme à l'antisémitisme») et *Gianni Perona* («Le silence des sources et le silences des historiens: y a-t-il des tabous en histoire?»). En ce qui concerne la dernière dimension suggérée, il convient de se reporter à la belle contribution de *Jeremy D. Popkin* («Connaissance de soi et connaissance historique: <ego-histoire> et savoir»). C'est dire que, dans ces pages, il est beaucoup question d'ignorance, d'oubli, de silence, de tabou, de manipulation et de la difficulté à constituer puis à transmettre le savoir historique. Etant donné qu'il n'est pas possible

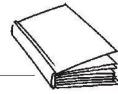
de rendre compte de chaque article et qu'il est inutile de se hasarder dans une nouvelle analyse d'ensemble – l'ouvrage en contient déjà deux, l'une de Yves Marie Hilaire (préface), l'autre d'Yves Beauvois et Cécile Blondel (introduction) –, qu'il nous soit permis de concentrer nos remarques sur deux textes en mettant en évidence des aspects qui nous paraissent en parfait accord avec le thème de ce numéro. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage mérite d'être lu intégralement.

Commençons par D. Beauvois, qui s'attache à la délicate question des usages politiques de l'histoire et de la mémoire dans la Pologne du XX^e siècle. Comme l'écrit Y.-M. Hilaire, «le refus de laisser l'histoire jouer un rôle ancillaire dans un système totalitaire a caractérisé l'expérience polonaise. L'intelligentsia historienne [...] a effacé l'amnésie provoquée par le pouvoir en restituant au peuple son histoire nationale. Cette réappropriation de l'histoire a fortement contribué à inspirer le mouvement populaire Solidarnosc. Cependant, aujourd'hui, les exigences politiques de la concorde nationale incitent à limiter les recherches sur un passé récent brûlant. Le délai de 30 ans pour accéder aux archives est dicté par la salubrité publique: la Pologne a choisi la mansuétude plutôt que l'hyper-moralisme et la rancune.» Tel est bien le propos de l'auteur qui rappelle d'abord les efforts tsaristes, allemands, staliniens puis post-communistes pour annihiler l'histoire de la Pologne et en faire un véritable non-lieu de mémoire, efforts entrecoupés par une vingtaine d'années (1918–1939) au cours desquelles deux tendances historiographiques polonaises divergentes ont tenté de s'affirmer, avant d'être balayées par le vent tragique de l'histoire. Depuis les années '70, le combat pour l'histoire et la mémoire n'a plus cessé, mais il n'a pas manqué de confronter la Pologne à de nouvelles difficultés. On

entreprit progressivement la chasse aux «taches blanches», les programmes et les manuels d'histoire furent réformés, des sources inédites exhumées fiévreusement. Le tournant décisif de 1989–1990 engendra une «histoire règlement de compte» (62) et entraîna à sa suite peurs et destructions de documents. Une loi du 31 janvier 1990 dut interdire la destruction d'archives. Les nouveaux pouvoirs hésitèrent entre l'exigence de paix sociale et celle de vérité historique, ne sachant trop où fixer les limites. Mazowiecki estimait qu'une certaine dose de secret était à nouveau nécessaire. N'était-il pas dangereux d'ouvrir la boîte de Pandore après plusieurs décennies d'un régime qui s'était forcément assuré la complicité d'une grande partie de la population? Le premier ministre Olszewski, nommé par Wałęsa, fut d'un autre avis et le pays s'engouffra dans les tréfonds de son histoire. Au vu de l'ampleur des problèmes apparus, Olszewski dut démissionner et la Pologne fit machine arrière. On décida de geler l'accès aux archives des 30 dernières années, une pratique encore relativement généreuse comparée aux pays dits démocratiques. En même temps, «après l'engouement pour les psychodrames de rédemption, pour la conjuration de l'horreur concentrationnaire par des récits dramatiques, la population semble maintenant s'orienter vers des histoires de substitution où la fable et l'hagiographie tsaristes versent du baume sur les plaies» (64)...

G. Perona, pour sa part, entend poser un double problème, en relation avec l'histoire du fascisme italien pendant et surtout après la guerre. Premièrement, «le cas où l'historien ne peut étayer des connaissances pourtant certaines par des documents probants, ce que nous appelons le silence des sources». Secondement, «les cas où l'historien réussit à établir des preuves, mais finalement décide

de garder le silence et d'en assumer la responsabilité». (160) En réalité, s'appuyant sur de vastes recherches qui ont abouti à la constitution d'une base de données comprenant 17'000 fiches d'individus inscrits au Parti national fasciste (PNF), Perona est conduit à évoquer au moins quatre types de silences qui grèvent la connaissance historique: le silence des sources, le silence des acteurs, le silence de la société et le silence de l'historien. Aux premiers temps de l'épuration, écrit-il, les archives fascistes disparurent presque entièrement. Accompagnant sinon provoquant la vindicte populaire, les plus intéressés à la disparition des traces de leur compromission ne se firent pas prier pour incendier les archives. Conséquence: on n'a péniblement retrouvé qu'une dizaine de séries complètes de dossiers de membres du PNF, alors qu'il devrait y en avoir environ 8000. Mais sur les fiches individuelles, constituées tant sous l'ère mussolinienne que républicaine, il n'est que rarement fait allusion à une activité politique, un mensonge dû aux personnes elles-mêmes dont dépendait l'enregistrement. «Je crois [...] qu'il faudrait reconnaître dans cet acte conscient accompli par tant de gens, qui ont voulu se soustraire à l'obligation de la cohérence, sans être jugés, ni opportunistes, ni traîtres, une donnée importante: le refus d'inscrire l'engagement politique parmi les éléments constitutifs de leur identité. [...] Dans le cas du passage du fascisme à la démocratie le poids de l'ensemble de ces stratégies individuelles de reconstitution des identités par le silence est immense [...].» Le silence de la société consista ensuite dans l'acceptation tacite de la *faille* dans la carrière politique: aux dires de l'auteur, on ne se montra guère soucieux de mettre en avant le passé fasciste de tel ou tel individu. Dans un autre cas, le silence de la société procède davantage encore du tabou. En effet,



L'auteur a remarqué que dans une série de plusieurs milliers de chefs d'accusation retenus contre les hommes inculpés pendant les deux années de la guerre civile (1943–1945), aucun ne concernait le viol de femmes, alors que la violence contre ces dernières est un phénomène caractéristique de cette époque. Du fait qu'en automne 1945 une loi écarta la possibilité de présenter une plainte individuelle en matière d'épuration, le silence devint total jusqu'aux premiers travaux récents à ce sujet. Par ailleurs, l'auteur montre que les femmes de l'ennemi, lorsqu'elles furent exécutées, ont été oubliées par la suite dans les récits. Le dernier cas de figure – le silence de l'historien – est illustré par le conflit de conscience qui assaille Perona, après qu'il a accepté de recevoir un témoignage mettant en cause la biographie exemplaire d'une militante et résistante communiste, à la condition de se taire. Riche en exemples et en réflexions (notamment sur l'utilisation de l'informatique en histoire), cette passionnante contribution nous incite à appréhender avec sens critique et humilité la complexité des récits de vie, surtout si les vies ont été tragiques et/ou héroïques.

Luc van Dongen (Berne/Genève)

HANNO LOEWY, BERNHARD
MOLTMANN (HG.)
ERLEBNIS – GEDÄCHTNIS – SINN
AUTHENTISCHE UND
KONSTRUIERTE ERINNERUNG
CAMPUS, FRANKFURT A. M. 1996, 300 S., FR. 46.–

«Authentische und konstruierte Erinnerung» – der Untertitel des anzulegenden Sammelbandes erweckt den Eindruck eines statischen Nebeneinander von zwei gleichberechtigten Erinnerungsmodi – und wird sogleich demontiert. Authentische Erinnerung ist ein Mythos. Das

erinnerte Vergangene ist sozial geformt und kulturell konstruiert. Ausgehend von diesem in der Geschichtswissenschaft populären Ansatz, fragt der Band nach den Voraussetzungen der Transformierung je individueller Erfahrungen zu Ausprägungen des kulturellen Gedächtnisses mit kollektiver Geltung. Der Publizist Hanno Loewy und der Historiker Bernhard Moltmann haben über ein Dutzend Aufsätze zusammengestellt, welche die verschiedenen sozialen, nationalen und kulturellen Formen vergessenschafteter Erinnerung an Katastrophen diskutieren.

Wer sich mit den Mechanismen historischer Sinnbildung auseinandersetzt, stösst angesichts von Katastrophenerfahrungen wie dem Holocaust, dem armenischen Genozid, dem Gulag und Hiroshima an die Grenzen des Darstellbaren. Das Unfassbare droht unfassbar zu bleiben, weil es sich den menschlichen Sinnkategorien entzieht. Wie kann einem Zivilisationsbruch trotz seiner begrifflichen Unzugänglichkeit gedacht werden, wie sein Vergessen verhindert werden ohne verfälschende Sinngebung? Dies Fragen bilden den roten Faden, der allen Beiträgen gemeinsam ist. Es geht, wie schon der Titel des Bandes anzeigen, um die Dynamik zwischen, aber auch um die Problematik innerhalb der Begriffstroika «Erlebnis – Gedächtnis – Sinn». Dazu zwei Ansätze:

Die Konstanzer Professorin für Anglistik und Allgemeine Literaturwissenschaft Aleida Assman schlägt in Anlehnung an Walter Benjamin das Konzept eines *auratischen Erinnerungsortes* vor. Eines Ereignisses, dessen Geschichte nicht erzählbar ist, weil «der Exzess der dort verübten Greuelarten» das menschliche Fassungsvermögen übersteigt, eines Ereignisses das an einen Ort wie Auschwitz gebunden ist, kann in einer musealen Aufarbeitung nicht angemessen gedacht werden. Die zu Gedenkstätten und Mu-

seen umgestalteten Erinnerungsorte unterliegen einem unentwirrbaren Paradox. Sie für ein breites Publikum erfahrbar zu machen heisst, ein Minimum an Konservierungs- und Restaurationsarbeiten vorzunehmen. Die Erhaltung der Authentizität eines traumatischen Ortes bedeutet aber unweigerlich einen Verlust ebendieser Authentizität: «Indem der Ort bewahrt wird, wird er bereits verdeckt und ersetzt.» Ein besucherfreundlicher, aber verfälschender Erinnerungsort könnte nach Aleida Assman erst dann zu einem auratischen Ort werden, wenn die Illusion einer unmittelbaren Anschauung aufgegeben würde. Walter Benjamin, dessen Definition Assman übernimmt, umschreibt die Aura als «sonderbares Gespinst aus Raum und Zeit», als «einmalige Erscheinung einer Ferne, so nah sie auch sein mag». Ein auratischer Ort in diesem Sinne verweigerte sich der Sinngebung, weil die unmittelbare Nähe der Gegenwart auf die unnahbare Ferne der Vergangenheit stossen würde. Das Heilige und Erhabene, die «Präsenz mit Absenz» im auratischen Ort hätte als ideales Ziel die Erfahrbarkeit des kategorialen Bruchs zwischen traumatischer Vergangenheit und Gegenwart.

Auch Jörn Rüsen, Professor für Allgemeine Geschichte an der Universität Bielefeld, warnt in seinen «Überlegungen zur Erinnerung an den Holocaust in der Geschichtskultur der Gegenwart» vor einer Sinnbeladung des Holocaust. Eine Inbesitznahme durch einen Sinn – ein Akt, der wie jede historische Erinnerung eine politische Botschaft impliziert – sei aus verschiedenen Gründen zu vermeiden. Sowohl die staatslegitimatorische Funktion, die der Holocaust in Israel erfüllt als auch die jüngsten Debatten um die Symbole der Gedenkstätte Birkenau verstellt in ihrem Kampf um den historischen Sinn des Holocaust eine andere Erfah-

166 ■ rungsqualität: «die historische Erfahrung

der Sinnlosigkeit». Rüsen schliesst seine Beobachtung mit einer Frage: Ob ein neuer Modus des Erinnerns denkbar wäre, der nach wie vor eine Orientierung des Menschen in seiner Zeit gewährleisten und zugleich das in der Erinnerung enthaltene Konfliktpotential zähmen könnte, einen Modus also, der so tiefgreifend wäre, dass er die Differenzen im Kampf um die Symbole umfassen würde? Die Antwort ist positiv. Die historische Kategorie mit diesen Eigenschaften wäre die *Trauer*. Der Holocaust, begriffen in Dan Diners Formulierung als «Zivilisationsbruch», liesse eine universelle und existentielle Trauer zu über den Verlust einer «Menschheitlichkeit». Als sinnloses Ereignis kann der Holocaust nicht erinnert werden, weil jede Erinnerung immer auch eine Sinnbildungsleistung mit sich zieht. In dem von Rüsen vorgeschlagenen «bedrten Schweigen» liesse sich die aporistische Dichotomie zwischen Schweigen und Vergessen überwinden; der «Verlust einer mehrtausendjährigen Kultur der Humanisierung der Menschen» würde in der Trauer fassbar. So verstandene Trauer als historische Kategorie wäre jenseits der Differenzen zwischen Menschen, die sich noch im Symbolkampf gezeigt hatten, ein «Aushalten des Sinnlosen» und ein gemeinsamer Rekurs auf die «Menschheitlichkeit». Denn dadurch, so schliesst Rüsen seine Überlegungen, würde unsere eigene «Menschheitlichkeit handlungsreicher, als sie vorher war. Sie wird zur praktischen Aufgabe und nicht mehr zu einem nur noch zu verwaltenden zivilisatorischen Besitz.»

Obwohl hier nur zwei Beiträge vorgestellt wurden, sollte sich ungefähr ein Bild von dem im Sammelband angestrebten Ziel ergeben haben. Die Aufsätze in «Erlebnis – Gedächtnis – Sinn» versammeln nicht nur verschiedene Positionen innerhalb des gleichen Wissenschaftsbereiches – etwas wie oben skizziert



einen «postmodernen» und einen «modernen» Ansatz. Sondern sie versuchen, die psychischen, kulturellen, historischen und religiösen Grundlagen der kollektiven Erinnerung von traumatischen Erlebnissen zu entfalten. So geht es auch in den wenigsten Beiträgen darum, eine Geschichte in der Tat anders zu erzählen. Vielmehr wollen die einzelnen Texte aufzeigen, was sich ändern *müsste*, wenn andere Formen der Erinnerung angestrebt würden, und auf die Schwierigkeiten

hinweisen, die ein solcher Versuch mit sich führt.

Authentische Erinnerung – um noch einmal auf den Gegenpart der konstruierten Erinnerung zurückzukommen – authentische Erinnerung gibt es nicht. Es sei denn, und diese Vermutung zieht sich durch die meisten Beiträge des vorgestellten Sammelbandes, es sei denn im Moment der Kritik ihrer Konstruktion.

Brigitta Bernet (Zürich)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

CLAUDE CALAME
MYTHE ET HISTOIRE DANS
L'ANTIQUITE GRECQUE
LA CREATION SYMBOLIQUE
D'UNE COLONIE

PAYOT, LAUSANNE 1996, FS 36.70

Il est des concepts qui finissent par devenir de véritables obstacles épistémologiques. C'est le cas du *mythe* qui fascine tant les foules et qui a valu aux Grecs anciens une telle publicité. Toutefois, si l'admiration pour le mythe est unanime dans les milieux non spécialisés, voilà que les hellénistes doutent de plus en plus de la pertinence d'un tel concept. S'il est vrai qu'un mythe est perçu comme tel par tout lecteur dans le monde entier, comment expliquer que personne ne se soit encore mis d'accord sur sa définition? Et si l'existence du mythe – comme catégorie universelle – n'était qu'une illusion, pour ne pas dire un mythe ou une invention?

Cette question, C. Calame l'avait déjà posée dans *Thésée et l'imaginaire athénien* (paru en 1990 et qui vient d'être réédité); il la reprend aujourd'hui, plus directement encore, dans son dernier ouvrage, *Mythe et Histoire dans l'Antiquité grecque*, où il examine la fonction de l'imaginaire dans la vie d'une communauté et dans le rapport qu'elle entretient avec son passé.

En quoi les remarques d'un helléniste sur le passé des Grecs peuvent-elles toucher l'homme moderne? Dans l'Occident contemporain, le rapport au passé semble garanti par le travail collectif et constant d'historiens qui se soucient, en principe, d'être rationnels. L'Histoire n'est-elle pas

fille de la Raison, née dans cette Grèce du V^e siècle qui aurait déclaré révolu l'âge du mythe? C'est alors une surprise de taille que de découvrir, dans la première partie du livre de Calame, que, jusqu'à Aristote au moins, les Grecs n'ont conçu aucune catégorie susceptible de correspondre complètement à notre idée du mythe: si tel ou tel récit peut être désigné comme un «mythos», on ne voit pas que l'ensemble de ces récits ait jamais constitué, aux yeux des Grecs, une classe narrative à part, relevant d'un mode de pensée propre qui s'opposerait à la raison. Achille, Agamemnon, Hélène – ces héros que nos dictionnaires définissent comme des figures mythologiques – étaient pour les Grecs des personnages historiques. Telle version de leurs exploits peut être qualifiée de «mythique», eux-mêmes n'en appartiennent pas moins à l'histoire. Homère peut être critiqué pour avoir embelli ou travesti les faits, la réalité historique de la guerre de Troie ne se trouve jamais remise en cause. Si les Grecs ont bien inventé l'histoire et la philosophie, on ne les voit nulle part entreprendre la critique systématique d'une forme de fiction qui serait le «mythe» et qui renverrait à un passé légendaire.

Pour pousser plus avant cette pertinente démonstration, Calame choisit alors l'exemple concret de Cyrène, prospère colonie grecque de Libye, dont la fondation a été racontée tant par les poètes (Pindare, Callimaque, Apollonios) que par les historiens (Hérodote, Ménéclès de Barcé). Telle qu'elle est racontée par les poètes, la fondation de Cyrène contient tous les éléments du merveilleux légendaire: une prophétie de Médée aux Argonautes, une motte de terre engloutie par les flots qui se transforme en île, une nymphe tueuse de lions ravie par Apollon. Sans doute un historien comme Hérodote cherche-t-il à éliminer ces épisodes; sans doute entreprend-t-il de réorganiser la chronologie



des événements; sans doute encore supprime-t-il l'intervention trop directe des dieux. Mais ce travail de rationalisation n'aboutit pas à un partage clair entre ce qui serait d'une part le mythe et de l'autre l'histoire. A bien y regarder, le récit d'Hérodote semble obéir à un enjeu politique: l'action des protagonistes, telle que la décrit l'historien, est essentiellement déterminée par l'oracle d'Apollon à Delphes.

Que l'oracle de Delphes ait joué un rôle dans la politique coloniale des cités grecques est indéniable, mais la part accordée par Hérodote à l'oracle reste excessive. On n'échappe pas à l'impression que l'historien a trouvé là le ressort dont il avait besoin pour organiser son histoire et lui donner un sens moral. Abordant alors l'œuvre d'un historien hellénistique comme Ménéclès de Barcé, Calame observe que chez ce dernier le mobile de l'intrigue narrative n'est plus l'intervention directe ou indirecte d'Apollon mais une guerre civile. Touche-t-on enfin à la vérité historique? Calame se garde bien de le penser en se contentant de nous rappeler un célèbre passage des *Lois* où Platon fait des guerres civiles et des séditions l'un des motifs les plus probables des entreprises de colonisation. Sans procéder à aucune vérification, Ménéclès se contente de récrire l'histoire de Cyrène en l'adaptant aux critères à même de la rendre, tout à la fois, la plus probable, la plus exemplaire et la plus acceptable possible.

Calame peut alors conclure en force et observer qu'«en Grèce ancienne, comme ailleurs, le rapport au passé ne saurait être que symbolique». Une affirmation dérangeante qui pourrait bien expliquer pourquoi certains se plaisent tant à imaginer des Grecs qui auraient définitivement substitué aux mensonges des mythes la vérité de l'histoire.

David Bouvier (Lausanne)

**CLAUDE CALAME
L'EROS DANS LA GRECE ANTIQUE**

ED. BELIN, PARIS 1996, 256 P., FF 150.-

Consacré aux pratiques poétiques et institutionnelles de l'amour en Grèce antique, l'ouvrage de Claude Calame se fonde sur une approche à la fois discursive et anthropologique. La première partie propose de construire, à partir des textes poétiques archaïques, un paradigme du sentiment amoureux, sentiment objectivé en tant qu'action d'une force extérieure divinisée, Eros, sur la physiologie de l'individu, conduisant à des stratégies de séduction, voire à la consommation sexuelle. Sur ce dernier point une ligne de partage sépare poésie épique et poésie mélisque; si dans le premier cas les amours de héros et de dieux racontés à la troisième personne aboutissent à une union, l'amour des poètes méliques pour un adolescent ou une adolescente, évoqué à la première personne, est destiné à demeurer le plus souvent insatisfait. Resterait alors pour l'énonciateur de ces poèmes la jouissance provoquée par sa propre parole poétique, dont le caractère séducteur est décrit avec les termes mêmes du vocabulaire érotique. Cette thèse portant sur la fonction des vers amoureux dans la poésie mélisque archaïque est l'occasion d'introduire dans la deuxième partie de l'ouvrage une perspective historique et comparative, en mettant en lumière les glissements qui s'opèrent dans la poésie alexandrine et dans le roman de l'époque impériale, mais également les analogies susceptibles d'être établies entre les vers érotiques récités au banquet et l'iconographie amoureuse et sexuelle décorant les coupes qui circulent dans ce même banquet.

Portant sur des poèmes énoncés à la première personne, qui participent eux-mêmes d'une pratique amoureuse dans une situation donnée, l'analyse discursive des vers méliques ne peut que conduire à

L'analyse anthropologique des pratiques institutionnelles de l'amour développée dans la troisième partie. Eros est ici constitutif des «genres» (*gender*) en tant que rôles sociaux attribués aux sexes dans une culture donnée; d'où la subdivision entre un «eros au masculin» et un «eros au féminin». Chantés au banquet, les vers érotiques de la poésie mélisque visent à établir un lien de confiance mutuelle (*philotés*) entre l'énonciateur et l'adolescent courtisé; lien à caractère à la fois affectif et éducatif qui vise à insérer le futur citoyen dans le tissu social d'un groupe politique et qui assume ainsi une fonction propédeutique, voire initiatique. Comme l'atteste la poésie de Sappho pour l'île de Lesbos au tournant du VII^e siècle avant notre ère, ce type de relation à la fois érotique et éducative existe également au féminin; toutefois il s'agit ici de préparer la jeune fille à entrer non pas dans le tissu d'une confrérie de citoyens, mais dans les liens propres à la relation matrimoniale fondée elle aussi sur la confiance réciproque, sur la *philotés*, instituée par Eros.

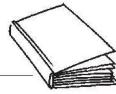
Cette part de réciprocité qui entre dans l'union conjugale ne doit pas pour autant masquer l'asymétrie qui la caractérise. Si le mariage constitue en effet un rite de passage, ceci est vrai pour la jeune fille qui, matériellement, passe de la maison de son père à celle de son nouveau «maître» (*kurios*), son époux. Cette transition peut être vue comme passage de la nature à la culture, autant à travers la métaphore de la domestication et du domptage qu'à travers les symboles alimentaires qui accompagnent le rite. Constitutive de l'union conjugale, la mise au monde du premier enfant marque le terme de la transition pour la femme qui accède ainsi au statut de *gunê*, épouse et mère. Cette partie consacrée aux aspects institutionnels de l'action d'Eros s'achève par

170 ■ un chapitre portant sur la contestation

poétique et rituelle de l'amour, telle que la mettent en œuvre comédie et tragédie dans le cadre du culte dionysiaque. Ainsi dans la comédie, pour ne considérer ici que ce genre dramatique, exhibitionnisme et obscénité langagière relèvent de la transgression sexuelle permise par le rituel dionysiaque; l'obscénité n'est toutefois pas que transgression, mais lorsqu'elle porte sur l'homosexualité passive de citoyens adultes elle se fait insulte et se trouve mise au service d'une critique politique.

Au-delà des lieux institutionnels de l'amour, l'Eros des poètes déploie son action dans des espaces légendaires et métaphoriques dont les valeurs symboliques sont analysées dans la quatrième partie de l'ouvrage. L'enquête se clôt par une dernière étape consacrée aux spéculations philosophiques et cosmologiques dans lesquelles les fonctions reproductrices et propédeutiques d'Eros, mises en évidence dans les parties précédentes, sont reformulées en termes d'action démiurgique et mystique.

Parmi les apports de cette étude sur l'amour grec, on soulignera la mise en cause non seulement de certaines idées reçues, mais également la critique, à travers une attention permanente aux notions indigènes, des catégories et des oppositions qui sous-tendent ces idées. Ainsi par exemple la notion de *philotés* ou de *philia* permet de distinguer nettement l'«homophilie», relation entre un adulte et un adolescent fondée sur un engagement réciproque et dotée d'une fonction propédeutique, de l'homosexualité, relation entre adultes, qui n'est elle-même condamnée que dans sa forme passive. Cette même notion de *philotés* à l'œuvre dans les représentations grecques du mariage permet de récuser l'idée selon laquelle l'union conjugale serait synonyme pour la fiancée de «reddition sexuelle»; *a fortiori* l'opposition passif/actif ne saurait



recouvrir l'opposition féminin/masculin. Dans son avant-propos, Claude Calame destine son ouvrage à un public plus large que le cercle restreint des érudits. A coup sûr, par le caractère critique de la réflexion et la fermeté de la méthode, cette étude mérite un tel sort.

Pierre Voelke (Lausanne)

ANDREAS SUTER
DER SCHWEIZERISCHE
BAUERNKRIEG
POLITISCHE SOZIALGESCHICHTE –
SOZIALGESCHICHTE
EINES POLITISCHEN EREIGNISSES
BIBLIOTHECA ACADEMICA, TÜBINGEN 1997, 687 S.,
18 ABB., 2 KARTEN, FR. 98.–

Wie werden aus Geschehnissen historische Ereignisse? Und welchen Erkenntnisgewinn verschaffen aussergewöhnliche Vorkommnisse der Vergangenheit? Die Habilitationsschrift des Zürcher Historikers Andreas Suter bearbeitet einen Problembereich, den es in der Geschichtswissenschaft lange Zeit gar nicht mehr gab: disqualifiziert als Element eines naiven Glaubens an die Aussagekraft von Zeittabellen oder ausser Mode gekommen, seit die Sozialgeschichte tiefgreifenden Strukturen ihr Interesse geschenkt hatte. Wieso aber erlebt das Ereignis neuerdings ein historiographisches Revival, und wie gewinnt das Buch von Suter diesem totgesagten Erkenntnisgegenstand innovative Einsichten ab?

Der politische Umbruch von 1989 verdeutlicht laut Suter die Veränderungsmacht historischer Geschehnisse, die damals zum Ereignis wurden, weil sie einen Bruch mit dem Bisherigen darstellten, nicht vorhersehbar waren; gleichzeitig wies 1989 auf das Potential politisch Handelnder und damit auf eine Leerstelle in der klassischen Sozialgeschichte hin: In

ihrem festen Blick auf die Bedeutung von Strukturen hatte jene die Akteure häufig aus den Augen verloren oder zu blinden Vollzugsorganen struktureller Gegebenheiten reduziert. Das vergessene historische Subjekt wurde durch Ereignisse wie 1989 gewissermassen rehabilitiert; es handelt allerdings – das macht Suter in Anlehnung an die Handlungstheorien von E. P. Thompson und A. Giddens ebenfalls deutlich – immer in Abhängigkeit von zeitspezifischen Rahmenbedingungen. Dieses «Dilemma» von Struktur und Handeln ist keine neue Erkenntnis für HistorikerInnen, sondern treibt deren Theoriebildung in den letzten Jahren unter verschiedenen Namen (Mikrogeschichte, Historische Anthropologie, Biographieforschung unter anderem) voran. Wie Suter aber seine Theorie des Ereignisses auf die Geschehnisse im Jahr 1653 anwendet, ist neuartig und beispielhaft.

Die Untersuchung nähert sich mittels zweier unterschiedlicher (Zeit-)Perspektiven dem Bauernkrieg. Im ersten Teil des Buches rekonstruiert Suter «aus der sehr kurzen Perspektive der Zeitlupe» die fünf Eskalationsstufen des Konflikts: 1. Eine Zeit der Unruhe, die im Entlebuch unter dem verheerenden Zusammentreffen einer längeren Wirtschaftskrise und einer akuten Geldentwertung zu Beginn des Jahres 1653 entsteht; 2. Die bäuerliche Revolte gegenüber der Luzerner Obrigkeit, die den Klagen ihrer Untertanen kein Gehör schenkt; 3. Eine revolutionäre Situation, in der die Bauern auch im restlichen Herrschaftsgebiet Luzerns sowie in Bern, Solothurn und Basel über die anfängliche Krisenbekämpfung hinaus den Abbau wirtschaftlicher Lasten sowie grössere politische Partizipation fordern und damit das Herrschaftssystem in Frage stellen; 4. Der Wandel der revolutionären Situation zum Krieg; 5. Die Niederschlagung des Aufstands, gefolgt von einem bäuerlichen Racheakt an der «tyrannischen»

Obrigkeit durch ein Attentat im Entlebuch.

Die unterschiedlichen Phasen des Bauernkriegs waren schon den Zeitgenossen bekannt; sie gaben dem Konflikt während dessen Zuspitzung jeweils neue Namen. Suters Analyse bleibt jedoch nicht bei dieser semantischen Kategorisierung stehen. Sie gewinnt ihren Reiz dadurch, dass sie unter ihrer historischen «Zeitlupe», die geschickt Methoden der Mikrogeschichte und der «dichten Beschreibung» verknüpft, die einzelnen Widerstandspheomene beim Übergang von einer Krisenphase zur nächsten genau nachzeichnet. Aus der Ritualforschung von A. van Gennep und V. Turner ist der besondere Charakter von Übergangsphasen, der Liminalität, bekannt: In ihr stehen alte Statuseigenschaften zur Disposition, neue Definitionsmerkmale werden ausgehandelt, Lernprozesse finden statt – eine Kultur stellt sich selber in Frage. Solche Grenzüberschreitungen erweisen sich auch im Bauernkrieg als lohnender Untersuchungsgegenstand. In Anlehnung an die Konflikt- und Krisentheorien von R. Aya und H. Siegenthaler kann Suters «Zeitlupe» zudem zeigen, wie in den liminalen Phasen das von unterschiedlichen Kosten-Nutzen-Abwägungen bestimmte Kalkül der Bauern kreativ auf Herausforderungen reagiert, wenn mildere Protestformen – etwa Supplikationen – versagt haben.

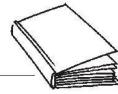
Das bäuerliche Widerstandshandeln bleibt prekär, sein Ausgang offen. Die Aufständischen im Entlebuch und im Rest der Schweiz adaptieren oder erfinden deshalb rituelle und symbolische Protestaktionen (Umzüge mit Knüppeln, Prozessionen, Landsgemeinden, kollektive Eidesleistungen, die Inszenierung eines neuen Tell), mit denen sie ihre Handlungsmöglichkeiten erproben; gleichzeitig versichern sie sich so ihrer gegenseitigen

172 ■ Unterstützung, um das Trittbrettfahren

von Außenstehenden zu verhindern. Für ihre symbolischen Aktionen ist insbesondere die Rezeption der Tellsgeschichte wichtig (Tellauftritte bei Umzügen, das Singen eines revolutionären Tellenliedes, das politische Attentat). Tell verführt die Bauern aber auch zu falschen Entscheidungen, als es darum geht, das eigene militärische Potential nüchtern einzuschätzen – die Erfolgsgeschichte des eidgenössischen Freiheitshelden raubt ihnen hier den Sinn für die Verhältnisse. Der Nachvollzug all dieser aufständischen Praktiken macht die Untersuchung von Suter besonders lesenswert.

Im zweiten Teil des Buchs öffnet sich die Perspektive der «sozialen Zeit und der langen Dauer» des Bauernkriegs, er wird zu einem Panorama der wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Entwicklungen des 17. Jahrhunderts in der Schweiz: Die demographisch-ökonomische Krise zu Beginn des Jahrhunderts, politische Ungleichheiten zwischen Stadt und Land, der herrschaftliche Zugriff auf die Ressourcen der Untertanen. Deutlich wird auch die Wichtigkeit des «alten Rechts» sowie der bäuerlichen Freiheitsvorstellungen für die Widerstandskultur. Ein Fazit dieses Abschnittes ist Suter besonders wichtig: Aufgrund konfessioneller Differenzen, Stadt-Land-Gegensätzen und unterschiedlicher politischer Traditionen (Rats- versus Landsgemeindeverfassungen) waren die Bedingungen für Bündnisreformen und absolutistische Entwicklungen in der Eidgenossenschaft nach dem Bauernkrieg nicht gegeben. Deshalb habe die Obrigkeit sich für ein «paternalistisches Regiment» stark gemacht, welches der Schweiz «den Übergang zum liberalen und demokratischen Nationalstaat ganz entscheidend» erleichtert habe. (581)

Die Komplementarität von «langer Dauer» und den dichten Augenblicken der «Zeitlupe» hätte Suter vielleicht noch



stärker betonen können, wenn er die beiden Erzählebenen alterniert hätte, statt sie nacheinander zu präsentieren. Die quellenkritischen Beobachtungen zum Bauernkrieg hätten zudem ein eigenes Kapitel über den (herrschaftspolitischen) Zusammenhang von Schriftlichkeit und Erinnerung verdient: Etwa über den Verzicht der Bauern auf schriftliche Kommunikation («sie wolen kein schreiben machen. Der buchstaben blibe und könne der [...] oberkeit in die hand werden»; (109) die Wichtigkeit von Schriftstücken für Rechtsansprüche; oder die obrigkeitliche Usurpation und Zensur der Erinnerung an den Bauernkrieg, die in Liedern, Sagen und Wirtshausreden dennoch widerständig weiterlebte, wie Suter dies vor allem dank M. Merki-Vollenwyders Untersuchung über die Rebellion der Luzerner Bauern im Zweiten Villmergerkrieg (1712) zeigen kann. Ein letztes Desiderat: Religionspolitische Differenzen verhinderten, dass sich die eidgenössischen Orte zu einem entschlosseneren Vorgehen gegen die Aufständischen einigten. Dagegen war die Konfession für die Untertanen 1653 offenbar kein Solidaritätshindernis. Hat demnach ihre vergleichbare wirtschaftliche und politische Lage den katholischen und protestantischen Bauern zu einer «toleranten» Haltung in Konfessionsfragen verholfen – auch in ihrem Alltag? Das wäre weiter zu untersuchen.

Suter gelingt eine innovative Neubewertung des historischen Ereignisses und des Bauernkriegs. Wenn das Verhalten der Bauern für die Luzerner Obrigkeit «verfahrungen und extremitäten [...], die wir uns nit hettent ynbilden können», (12) darstellten, gewinnt dieses Unerklärliche in der Analyse von Suter an logischer Konsequenz, ohne dass dabei den Akteuren die Freiheit in ihrem Handeln sowie kollektive Lernfähigkeit abgesprochen würden. Diese für die Sozialgeschichte wichtigen Erkenntnisse sind komplex,

gleichzeitig jedoch verständlich und anregend geschrieben. Das Buch schafft den LeserInnen mittels kapitelweisen Zusammenfassungen Überblick und orientiert durch eine Zeittabelle, ein Register, Graphiken und Abbildungen (etwa der Berner Bauerndemonstration 1992, wo der Bauernkrieg zum aktuellen Transparentslogan wurde). Und der Text fasziert immer wieder durch genaue Quellenbeobachtungen: Etwa wenn Zürich 1653 von einer «durchgehenden Revolution mehrteils eydtgnössischer Unterthanen» (13) sprach und damit zum ersten Mal im deutschsprachigen Raum den Begriff «Revolution» zur Beschreibung sozialer Konflikte verwendete. Das erinnert an die erstaunliche schweizerische Herkunft des Wortes «Putsch» in dessen aufrührerischer Bedeutung; Suter zeigt auf eindrückliche Weise eine andere, grosse Geschichte dieser nonkonformen Schweiz.

Dominik Sieber (Zürich)

FRANÇOIS FLOUCK,
PATRICK-R. MONBARON,
MARIANNE STUBENVOLL (ET AL.)
DE L'OURS A LA COCARDE
REGIME BERNOIS ET REVOLUTION
EN PAYS DE VAUD (1536–1798)
LAUSANNE 1998, FS 59.–

Depuis quelques années, les commémorations sont à la mode. C'est tant mieux pour les historiens qui trouvent ainsi l'occasion de faire part de leurs travaux à un plus large public. Cette année, le bicentenaire de l'indépendance vaudoise a été dignement célébré par la publication d'un ouvrage qui, sous la direction de François Flouck, Patrick-R. Monbaron, Marianne Stubenvoll et Danièle Tosato-Rigo, regroupe le résultat des recherches de plus de trente chercheurs. A lui seul, ce chiffre témoigne de la vitalité de l'école histo-

rique vaudoise et de son intérêt pour l'ancien régime. Car le livre ne se cantonne pas à l'évocation de la période révolutionnaire. Il s'attache surtout à celle du régime bernois, aux deux siècles et demi qui vont de la Réforme à la constitution de l'Helvétique en 1798. Ainsi les six chapitres centrés sur 1798 sont précédés de 17 textes évoquant l'ancien régime. Certes on peut regretter ce déséquilibre. On peut aussi le comprendre par la nécessité de montrer que l'indépendance vaudoise s'inscrit dans une continuité qui seule permet d'expliquer les événements de 1798.

Miroir des préoccupations actuelles de l'historiographie vaudoise, le livre propose des articles relevant pour une large part de l'histoire économique et sociale: extension du réseau routier et développement des échanges commerciaux, structure démographique de la population, estimation du coût de la vie à la fin du XVIII^e siècle, essor des petites industries, poids des villes et des campagnes, etc., autant de sujets qui permettent de nuancer certaines idées reçues à propos de la politique bernoise en terre vaudoise. De même les textes qui traitent des institutions politiques, religieuses ou judiciaires, offrent d'utiles synthèses et apportent un éclairage nouveau sur des sujets qui, comme la sorcellerie ou le rôle de la noblesse, ont été peu étudiés jusqu'ici. Enfin, il faut souligner l'intérêt des articles qui, dans un ouvrage où l'histoire des idées et des pratiques quotidiennes est bien peu représentée, apportent d'intéressantes hypothèses sur les représentations, qu'elles soient liées à l'image de soi à travers les pratiques de la santé ou à celle des institutions à travers la discussion sur la gestion des finances des états. Enfin la dernière partie du livre, celle qui est consacrée aux événements de 1798, aborde d'un point de vue critique nombre de stéréotypes fondateurs de la mémoire vaudoise.

174 ■

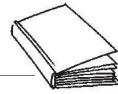
Soulignons enfin l'intéressante iconographie qui, malgré l'absence de légendes originales – remplacées par des citations du texte illustré –, contribue à faire de cet ouvrage un fort beau livre qui mérite de trouver un écho auprès d'un large public.

Corinne Walker (Genève)

BRIGITTE BAUR, EVELYN BOESCH,
LUKAS VOGEL
«WELCH EIN LEBEN!»
QUELLENTEXTE ZUM GESELL-
SCHAFTLICHEN UMBRUCH IN
DER INNER SCHWEIZ NACH 1798
CHRONOS, ZÜRICH 1998, 163 S., FR. 32.–

Der von Brigitte Baur, Evelyn Boesch und Lukas Vogel herausgegebene Quellenband ist im Zusammenhang mit laufenden Forschungsarbeiten des Geschichtsprojektes Zentralschweiz 1798/1848 entstanden. Vorab alltags- und mentalitätsgeschichtlichen Fragestellungen verpflichtet, widerspiegelt diese Edition das Interesse an einzelnen Menschen mit Namen und unterscheidbarer Geschichte sowie an typischen oder singulären Vorstellungswelten.

Das Buch besteht aus drei Teilen, die anhand je spezifischer Quellengattungen drei verschiedene Sozialgruppen zur Darstellung bringen. Im ersten Teil vermittelt Lukas Vogel anhand von Verhörakten einen Einblick in die Beweggründe des ländlichen Widerstandes gegen die Helvetische Republik. Im zweiten Teil präsentiert Evelyn Boesch Briefe aus der städtischen Oberschicht, genauer aus dem Luzerner Patriziat. Die Gerichts- und Polizeiakten des dritten Teils von Brigitte Baur rücken die Gruppe der Nichtsesshaften, vor allem die sogenannten Bettler und Vaganten, in den Mittelpunkt. Alle Quellentexte beziehen sich auf den geographischen Raum der Innerschweiz. Das



Schwerpunkt liegt auf der Zeit der Helvetischen Republik. Dank der umsichtigen und geschickten Quellenauswahl gelingt es den HerausgeberInnen, über die Kernthemen hinaus weitere Bereiche schlaglichtartig zu beleuchten, beispielsweise unterschiedliche Erfahrungen von Heimat und Identität, die Bedeutung von Gerüchten und Prophezeiungen für die politische Kultur oder das Verhältnis von Individualität und Konvention.

Der Quellenband richtet sich bewusst an ein grösseres Publikum. Es ist denn auch ein besonderes Verdienst dieser Publikation, dass sie zur so dringend notwendigen besseren Vermittlung neuer Forschungserkenntnisse und Forschungsansätze, insbesondere auch im Schulunterricht, hinarbeiten will. Kurze, verständlich geschriebene Einleitungen zu den drei Abschnitten, die erläuternden Texte zu den einzelnen Quellen sowie die benutzerfreundliche Transkription leisten dazu einen wertvollen Beitrag.

Wie die HerausgeberInnen in der Einleitung selber bemerken, folgt die Anordnung der Quellen innerhalb der thematischen Teile keiner inneren Notwendigkeit. Dies ist mit Blick auf das Gesamtkonzept der Edition durchaus nachvollziehbar. Problematischer ist es meines Erachtens hingegen, dass auch zwischen den einzelnen Teilen kaum Bezüge erkennbar sind. Obwohl im Rahmen des gleichen Projektes entstanden, vermitteln sie den Eindruck, die Forschungsschwerpunkte seien isoliert gesetzt und behandelt worden. Zudem sind sie thematisch und zeitlich sehr eng formuliert. Vor diesem Hintergrund rückt der Aspekt des sozialen Wandels, auf den ja auch im Untertitel der vorliegenden Publikation – noch viel stärker aber im ursprünglich angekündigten Titel («Eine Welt in Bewegung») – verwiesen wird, in den Hintergrund. Gleiches gilt für die Forderung nach einer vergleichenden Analyse, die sowohl

angesichts der besonders stark ausgeprägten Fragmentierung des Innerschweizer Raumes als auch in Anbetracht der vollen Absenz einschlägiger Arbeiten als unverzichtbar erscheint. Gewiss: Keine Quellenedition kann solche Erwartungen einlösen. Um so mehr wäre zu begrüssen, wenn die laufenden Arbeiten im Rahmen des Innerschweizer Forschungsprojektes «Volks- und Elitekultur 1798–1848» die Frage des sozialen Wandels und die vergleichende Sozialgeschichte stärker gewichten könnten.

Urs Kälin (Altdorf)

**WILFRIED EBERT
DER FROHE TANZ
DER GLEICHHEIT
DER FREIHEITSBAUM IN DER
SCHWEIZ 1798–1802**

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 288 S., 17 ABB., FR. 48.–

1798 sind in der Schweiz in weniger als 14 Tagen rund 7000 Freiheitsbäume aufgestellt worden. Wilfried Ebert hat dieses aus der politischen Realität verdrängte und von der Forschung nur am Rande beachtete Symbol zum Gegenstand seiner Dissertation gemacht. Dabei konzentriert er sich auf die Jahre 1798–1802, die Zeit der Helvetik. Unter Benützung ungedruckter archivalischer Quellen, vor allem aber durch Auswertung der gedruckten zeitgenössischen Literatur ist der Autor in minutiöser Kleinarbeit den verstreuten Hinweisen auf dieses Symbol nachgegangen.

Nach einem kurzen Forschungsüberblick expliziert er in einem ersten Schritt die theoretischen Grundlagen. Ausgehend von strukturalistischen Sprachtheorien zeigt er, dass auch Symbole als nicht-sprachliche Zeichen in einem spezifischen Umfeld mit einem bestimmten Regelsystem stehen. Erst wenn Sender und Empfänger eines Zeichens über einen ent- ■ 175

sprechenden Code verfügen, kann dieses gedeutet werden. Die Deutungskompetenz ist soziokulturellen Lernprozessen zu verdanken, die – in Anlehnung an die Studien von Chomsky und Bourdieu – mit dem Begriff «Habitus» gefasst werden können. Voraussetzung für das Verständnis bilden bestimmte soziokulturelle Standards, dadurch ist die Deutung eines Symbols auch historischen Veränderungen unterworfen. Die Verwendung von Symbolen durch bestimmte gesellschaftliche Gruppen ist immer in einen sozialen Kontext eingebettet, die ideologischen Diskurse, die Machtverhältnisse und Interessenlagen müssen ebenso berücksichtigt werden wie die damit verknüpften Strategien. Obwohl ein Symbol stets auch Herrschaftssymbol ist, kann es eine Umwertung erfahren und der Delegitimierung von Herrschaft dienen.

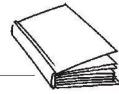
Dieser theoretische Ansatz erweist sich sowohl für die Strukturierung des Datenmaterials wie auch für die deskriptive Analyse des Phänomens Freiheitsbaum als äußerst fruchtbar. Durch die Verknüpfung der auftretenden Symbolik mit sozialen Prozessen bleibt der Autor nicht nur bei einer Beschreibung der einzelnen Symbole oder Symbolelementen stehen, sondern er versucht, diese mit den gesellschaftlichen Auseinandersetzungen und sozialen Kämpfen der Epoche in Verbindung zu bringen.

Der Freiheitsbaum ist eigentlich ein zusammengesetztes Symbol, es besteht aus zwei Symbolelementen: Hut und Baum. Diese Erkenntnis bestimmt auch den Aufbau der Arbeit. In zwei systematisch gegliederten Hauptkapiteln werden die historischen Ursprünge der beiden Symbolelemente aufgezeigt, schliesslich wird in einem stärker an der chronologischen Entwicklung orientierten Teil die Geschichte des Freiheitsbaums während den verschiedenen Phasen der Helvetik

176 ■ untersucht.

Das Hutsymbol lässt sich aus zwei Traditionsträngen herleiten: aus demjenigen des *bonnet rouge* und demjenigen des Tellenhuts. Der *bonnet rouge*, der sowohl Elemente des aus der Antike abgeleiteten *pileus*, des republikanischen Freiheitshuts enthält, vor allem aber aus der traditionellen Kopfbedeckung der Unterschichten hervorgeht, setzt sich mit dem Sturz der Monarchie endgültig durch und wird schlechthin zu einem Zeichen für Antidespotismus und Gleichheit. In seiner Instrumentalisierung durch verschiedene Schichten spiegeln sich die sozialen Kämpfe der Revolution. Die klassische französische Revolutionshistoriographie als Hintergrundfolie verwendend, zeigt der Autor, wie dieses Symbol in verschiedenen Revolutionsphasen aufgegriffen respektive abgelehnt wird. In der Schweiz taucht neben der aus Frankreich übernommenen roten Mütze noch der Schweizerhut auf, der mit einer autochthon schweizerischen Traditionslinie verknüpft werden kann, dem Tellenkult. Dieser hat einerseits eine antifeudale Stoßrichtung, indem die altschweizerische Befreiungsmythologie von den frühneuzeitlichen Protestbewegungen instrumentalisiert wird, anderseits rekurrieren die reformierisch-aufklärerischen städtischen Eliten auf diese Figur, die für sie im Sinne Rousseaus zum Symbol für Sittenreinheit und Naturverbundenheit wird. In dem die oppositionellen ländlich-bürgerlichen Schichten diesen Tellenkult radikalisieren und mit der antifeudalen Befreiungstradition verknüpfen, machen sie Tell zum schweizerischen Revolutionssymbol.

Da der Freiheitsbaum ein zusammengesetztes Symbol ist, muss ein weiterer Entwicklungsstrang verfolgt werden, derjenige des Baums. Seine Ursprünge liegen im knabenschaftlich-volkskulturellen Brauchtum, als Ehren- und Schandmaien tritt er schon in vorrevolutionärer Zeit auf.



In der bäuerlichen Umgebung ist der Maibaum auch ein Zeichen für Schulden-tilgung und wird mit der Forderung nach Abgabenfreiheit verbunden. Der spezifische Zusammenhang zwischen Freiheitsbaum und Maibaum zeigt sich auch in der Ausschmückung, indem fast alle Schmuckelemente wie Zurichtung, Bemalung, Bänder etc. Züge der traditionellen Maibaumtradition aufweisen. Der Autor zeigt, wie diese Elemente vom revolutionären Bürgertum allmählich vereinnahmt und neu interpretiert werden. Dadurch mutiert der von den bürgerlichen Schichten zuerst eher skeptisch aufgenommene wurzellose Baum zum Freiheitsbaum, der ebenso für das Bündnis von Bürgertum und Bauern in der Helvetik steht als auch für die bäuerliche Hoffnung auf Beseitigung der Feudallasten.

Während die Kombination von Baum und Hut in den vorrevolutionären Konflikten – wie etwa beim Stäfner Handel – als vereinzeltes Protestsymbol gegen die überkommene Ordnung auftritt, kommt es anfangs 1798 zur massenhaften und organisierten Verbreitung, teils aus Opportunismus und Furcht vor den anrückendem französischen Invasionsarmeen, teils als Ausdruck einer eigenständigen schweizerischen Umwälzung. Mit der Einführung der neuen Verfassung und der Konstituierung der Helvetischen Republik steht der Freiheitsbaum schlechthin für die Identifikation mit der neuen Ordnung. Damit wird er zum Gefolgschafts- und Herrschaftssymbol. Er gerät aber auch ins Visier jener Bevölkerungsgruppen, welche die Revolution ablehnen oder von ihren Ergebnissen enttäuscht sind. Als in der Spätphase der Helvetik die Zehnten wieder eingezogen werden und der Konsens zwischen bürgerlichen Führern und bäuerlichen Massen aufbricht, bilden sich Widerstandsbewegungen, die erneut auf den Freiheitsbaum zurückgreifen. Allerdings nimmt dieser wieder mehr seine

ursprüngliche Gestalt an, nämlich diejenige des Maibaums, der ebenfalls für Abgabenfreiheit steht.

Die vom Autor vollzogene thematische Annäherung an das Phänomen Freiheitsbaum über die verschiedenen Symbolelemente bedingt viele Querverweise und Ableitungen aus den disparaten geschichtlichen Traditionsträngen. Diese Exkurse erschweren teilweise etwas die Lesbarkeit der Arbeit. Auch die zur Verifizierung bestimmter Aussagen unvermeidliche Anführung von Quellenzitaten aus verschiedenen Regionen und historischen Ereigniszusammenhängen stellt hohe Ansprüche und setzt mitunter gewisse Vorkenntnisse über die Epoche voraus. Unvermeidlich ist es auch, dass der Bezug auf soziale Bewegungen zu Verkürzungen führen kann, zumal nicht die Aufarbeitung der gesellschaftlichen Auseinandersetzungen während der Helvetik, sondern die Analyse der damit verbundenen Symbolik im Zentrum der Arbeit steht. Ein Beispiel dafür ist etwa die bisweilen etwas undifferenzierte Verwendung der Begriffe «Bauern» respektive «Bürger» oder die universelle Kennzeichnung von Revolten in protoindustriellen Gebieten als bäuerliche Bewegungen. Eine schichtspezifische Aufschlüsselung der Träger dieser Proteste könnte jedoch zu weiteren interessanten Erkenntnissen führen. Diese wenigen kritischen Einwände sollen aber den äußerst positiven Gesamteindruck keineswegs schmälern. Der Autor hat mit seiner Pionierarbeit ein wenig beachtetes Forschungsfeld erschlossen und damit einen wichtigen Beitrag zur Erforschung der Helvetik geleistet. Zudem ist es ihm methodisch überzeugend gelungen, die vielfältigen Bezüge dieses bis anhin kaum beachteten Symbols aufzuzeigen und mit den sozialen Prozessen während der Französischen sowie der Helvetischen Revolution zu verbinden. Dadurch hat er eine üblicherweise eher begriffsgeschichtlich

abgehandelte Thematik zu einem interessanten Gegenstand der Sozialgeschichte gemacht.

Rolf Graber (Kreuzlingen)

**STEFAN HOWALD
AUFBRUCH NACH EUROPA
KARL VIKTOR VON BONSTETTEN,
1745–1832. LEBEN UND WERK**
STROEMFELD/ROTER STERN, BASEL 1997, 304 S.,
FR. 48.–

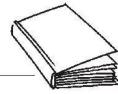
Stefan Howald, linker Schweizer Intellektueller mit Sitz in London, ist bestens durch seine Arbeiten für den *Tages-Anzeiger* bekannt. Howald besitzt neben seiner journalistischen Begabung auch eine glückliche Neigung zum Genre der Biographie. Nach der Veröffentlichung einer Einführung zu Peter Weiss und einer Rwoholt-Monographie zu George Orwell hat er sich nun Leben und Werk des Berner Patriziersprosses Karl Viktor von Bonstetten vorgenommen.

Die Biographie wendet sich erklärtermassen an ein breites Publikum, berücksichtigt aber den Stand der historischen Forschung. Obwohl als Auftragswerk entstanden, ist sie doch weit entfernt von einer Hagiographie. Die Veröffentlichung im Bibliophilen-Verlag mit linksradikaler Vergangenheit und einer Vorliebe für die Psychoanalyse, dazu der wohl programmatiche Titel des Bandes, wecken allerdings hohe Erwartungen an die Figur Bonstetten. Ob er wohl gar in eine Reihe mit Orwell und Weiss gehört? Das scheint nun nicht gerade der Fall zu sein. Howald bewahrt bei allem Wohlwollen eine kritische Distanz zum Aristokraten Bonstetten und erläutert an seiner Hauptfigur quasi ein Psychogramm des aufgeklärten Patriziers in seiner Epoche. So gesehen passt die Studie tatsächlich auch vorzüglich ins Stroemfeld-Programm.

178 ■

Das Buch beschreibt ein Leben in den höchsten gesellschaftlichen Kreisen im europäischen «Zeitalter der Revolutionen» zwischen Ancien régime, Restauration und entstehendem schweizerischen Nationalstaat. Bonstetten hat in diese Zeit selbst als Machtvertreter und als reformerischer Publizist eingegriffen und sie als Literat kommentiert. Howald versteht es, auch zwischen den Zeilen der von Bonstetten veröffentlichten Schriften und erhaltenen Korrespondenzen zu lesen. Beispielhaft transformiert er so die klassische, biographische «Historie der Grossen» zu einer innovativen «Geschichte von oben». Aus der Perspektive Bonstetts lassen sich lebensweltlich-biographisch Höhepunkt und Niedergang des Berner Patriziats verfolgen. Howald verwebt die Darstellung der grossen politischen Umbrüche mit verschiedenen ökonomischen, sozialen und kulturellen Entwicklungslinien, die im Brennpunkt der biographischen Darstellung anschaulich werden. Die Zeugnisse subjektiven Erlebens sind besonders interessant, wo Konflikte und Krisen sichtbar werden zwischen den persönlichen Intentionen und Überzeugungen des gleichermaßen aufgeklärten wie stürmisch-leidenschaftlichen Menschen und Schriftstellers, den Geboten seines patrizischen Standes beziehungsweise Amtes und den unberechenbaren Zeitläufen. Howald macht den Raum der Möglichkeiten sichtbar, in welchem sich das Denken und Handeln seines Protagonisten bewegt. Er verbindet einen quasi psychohistorischen Ansatz mit einer Geschichte des Werks, das immer wieder geprägt ist von psychologischen, pädagogischen und philosophischen Themen.

Bonstetten erfuhr die typische Sozialisation eines männlichen Patriziatsangehörigen. Dazu gehörten die mehrsprachig-europäische Bildung mit Erziehung durch Hauslehrer ebenso wie die obligate *Grand*



Tour. Howald zeigt am Verhältnis Vater und Sohn Bonstetten einen patrizischen Generationenkonflikt auf, der auf eine umfassendere Krise des Patriziats verweist. Ein zentrales Thema im Werk Karl Viktor von Bonstetts war denn auch das Problem, wie vom geburtsständischen Privileg zu einer leistungslegitinierten aristokratischen Ordnung zu finden wäre. Bonstetten nahm aktiv teil am florierenden pädagogischen Diskurs seiner Zeit und setzte sich mit Rousseau ebenso auseinander wie mit Pestalozzi. Er gehörte zu jenen patrizischen Kreisen, die ein bildungsbeflissen, reformistisches Ethos zum neuen Leitbild erhoben. Sie trafen sich in den neuen elitären Öffentlichkeiten frauengeprägter Salons und männerbündischer Sozietäten, um philosophische, literarische, politische und soziale Programme zu entwerfen. Bonstetten war Mitglied der Ökonomischen Gesellschaft und verfasste selbst etliche Vorschläge für eine mustergültige Landwirtschaft, die als Grundlage eines florierenden Staatswesens betrachtet wurde. Nach den politischen Umbrüchen um die Jahrhundertwende frönte er dann zunehmend nationalistischen Visionen, die er zwischen aufklärerischem Optimismus und konservativer Resignation entwarf.

Bonstetten war als Schriftsteller ein Meister der kleinen Form. Viele seiner Schriften sind in Briefform entstanden und veröffentlicht worden. Die bereits bekannten und mehrfach edierten Publikationen werden gegenwärtig durch die «Bonstettiana», einer auf 14 Bände angelegten historisch-kritischen Ausgabe der Briefkorrespondenz Karl Viktor von Bonstetts und seines Kreises (Lang Verlag) ergänzt. Howald hat diese Korrespondenz intensiv benutzt und bezeugt ihren hohen Quellenwert, zum Beispiel als Beitrag zu einer Sozialgeschichte der Freundschaft, der Sexualitäten beziehungsweise Erotiken und Geschlechter-

beziehungen. Eindrücklich werden etwa (Un-)Lebbarkeiten von Homosexualität im Umfeld des Protagonisten aufgezeigt und die Ambivalenzen zwischen patrizischem Konnubium und Liebesheirat oder zwischen rigiden Eheverhältnissen und elitärer Libertinage beleuchtet. Klar wird auch, dass Bonstetts Werk im Kontext jenes sozialen Netzwerks verstanden werden muss, das seinen Autor umgab, inspirierte, kritisierte, trug. Frauенbeziehungen spielten hier immer wieder ebenbürtige Rollen neben den Männerfreundschaften.

Bonstetts Reisebeschreibungen, ökonomische und politische Schriften sind schon von G. C. L. Schmidt, Richard Weiss und Rudolf Braun für die sozial- und wirtschaftshistorische beziehungsweise volkskundliche Forschung fruchtbar gemacht worden. Weitere gesellschaftshistorische Bearbeitungen auch der Korrespondenz wären zweifellos wünschenswert.

In Howalds wohl richtiger Einschätzung ist dagegen der philosophische Wert der Bonstetten-Schriften kaum unvergänglich. Und auch als politisches Vorbild bleibt Bonstetten zweifelhaft. Bei allem Reformgeist blieb er doch immer einem aristokratischen Gesellschaftsmodell verpflichtet. Mit seinem elitären Nationalismus liess er sich denn auch etwa von Gonzague de Reynold problemlos als Vordenker für die schweizerische «neue» Rechte der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts reklamieren. Hier wäre noch einige kritische archäologische Rekonstruktionsarbeit zu leisten. Der Howaldsche Titel «Aufbruch nach Europa» jedenfalls wirft mehr Fragen auf, als der Text einlöst. Dieser emphatische Titel ist wohl das Schwächste des sehr gelungenen Werks, das sorgfältig gestaltet, mit einem grosszügigen Apparat versehen und reich illustriert daherkommt.

Rainer Egloff (Winterthur)

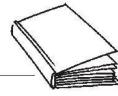
■ 179

HOLGER BÖNING
**DER TRAUM VON FREIHEIT
UND GLEICHHEIT**
HELVETISCHE REVOLUTION
UND REPUBLIK (1798–1803).
DIE SCHWEIZ AUF DEM WEG
ZUR BÜRGERLICHEN DEMOKRATIE
ORELL-FÜSSLI, ZÜRICH 1998, FS 58.–

Après la parution de *Revolution in der Schweiz* en 1985 – le titre était tout un programme – l'historien allemand Holger Böning présente une version augmentée et mise à jour de ce qu'il avait conçu comme une petite histoire de la Révolution et de la République helvétique. A part l'article d'Alfred Rufer dans le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (années 1920) et un chapitre dans le *Handbuch der Schweizer Geschichte* (1977), rédigé par Andreas Stähelin, personne n'avait osé écrire dans notre siècle de synthèse sur ce que Böning considère comme étant l'étape décisive de la transformation de l'ancienne Confédération en Etat fédéral et démocratique. Récemment la République helvétique a retrouvé la faveur des historiens et des historiennes – des colloques ont eu lieu annuellement depuis 1992 et le 200e anniversaire de l'Helvétique a donné lieu à de nombreuses publications et expositions. Ces études ont relancé le débat sur une période de l'histoire suisse particulièrement complexe et contestée, mais elles traitent en général de questions bien délimitées ou se contentent d'une seule région. L'historien brêmois reste le seul à nous proposer une vue d'ensemble convaincante de ce tournant du siècle que les Suisses pendant trop longtemps n'ont considéré que sous l'angle de l'occupation française. L'un des aspects positifs des commémorations est d'améliorer les conditions de publication pour les historiens. Böning nous en fournit la preuve la plus éclatante: au milieu des années 1980, aucune maison

d'édition suisse n'était prête à imprimer sa première histoire de la Révolution helvétique, qui pourtant se voulait une œuvre de vulgarisation. L'opuscule, dans lequel l'auteur ne cachait pas sa sympathie pour les idéaux des révolutionnaires suisses, fut quasiment ignoré par la communauté des historiens suisses... 13 ans plus tard, la situation semble avoir bien changé. *Le rêve de la Liberté et de l'Égalité*, son second ouvrage sur la période, a été édité l'année passée chez Orell-Füssli. Cette fois-ci, on a pris soin de lui donner la forme et les qualités nécessaires pour en faire la référence incontournable sur l'Helvétique. Le texte est bien structuré et un nombre impressionnant d'annotations donnent au chercheur des références précieuses. La bibliographie est riche et mise à jour et on n'a pas oublié de joindre un index.

Le mérite principal de l'auteur est d'avoir intégré les recherches des 15 dernières années ainsi que les histoires cantonales récentes. Ayant réaménagé et augmenté certains chapitres, l'auteur, fidèle aux hypothèses émises dans son premier livre, ne fait cependant pas de réinterprétation de l'Helvétique. En soulevant les préoccupations majeures des élites helvétiques, il suit une démarche plutôt classique. On regrettera peut-être qu'il n'ait consacré plus de place à la Suisse latine. Dommage aussi que Bienn, Neuchâtel et l'ancien Evêché de Bâle (Jura), bien que n'ayant jamais fait partie de la République helvétique, ne soient pas traités. La bibliographie pour l'actuelle Romandie est moins complète que pour la partie alémanique, mais il faut relever que l'ouvrage repose sur une documentation solide. L'auteur se base sur les sources réunies dans la monumentale *Aktensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik* de J. Strickler et d'A. Rufer. De plus, il exploite largement les journaux tels que le *Schweizerbote* de Zschokke et le *Repu-*



blikaner, édité par Escher et Usteri, ainsi que des journaux allemands commentant les événements helvétiques.

Les chapitres initiaux du livre sont consacrés à la Suisse du XVIII^e siècle. Böning voit deux raisons pour lesquelles l'ancienne Confédération était mûre pour une révolution: l'inégalité des droits politiques dans les cantons-ville et une censure sévère qui empêchait le débat critique et public sur les affaires politiques et l'ordre social. Cette absence de publicité aurait favorisé la sclérose croissante du système politique et étouffé des réformes nécessaires. Vers la fin du siècle, il y aurait eu, selon Böning, un véritable *Reformstau* dans la Confédération. L'auteur passe ensuite en revue les mouvements révolutionnaires qui éclatent dans certains cantons (ou alliés) après 1789 – encore sans l'ingérence militaire de la France: le Bas-Valais qui chasse momentanément les baillis haut-valaisans en 1790, la ville de Genève qui se révolutionne en 1792, les campagnes zurichoises et saint-galloise qui demandent à leurs souverains l'égalité des droits politiques et économiques, les premiers sans succès, les deuxièmes avec plus de résultats, ainsi que Bâle et Vaud, où la révolution triomphe en janvier 1798. Ces mouvements sont interprétés comme des précurseurs de la Révolution helvétique d'avril 1798, quoi qu'elles prennent chaque fois des formes fort diverses. Dans les autres régions de la Suisse, c'est la pression croissante du puissant voisin, voire sa force militaire, qui feront céder les anciens gouvernements. Mais Böning précise que la menace d'une intervention française, bien qu'elle ait pu jouer un rôle important, était rarement décisive pour le succès des mouvements révolutionnaires locaux. Il avance l'hypothèse que la France n'aurait probablement pas osé imposer au pays une constitution si les cantons réactionnaires ne lui avaient

fourni un prétexte commode pour «libérer» les Suisses.

La deuxième partie du livre est consacrée à la République helvétique, proclamée le 12 avril 1798. Il présente d'abord la mise en place du nouvel Etat et les efforts faits pour vaincre les résistances. Pour gagner la population rurale à la révolution, les patriotes exigent l'abolition de la dîme et des charges seigneuriales. Ce projet, jugé trop radical par une majorité dans les Conseils législatifs, est remplacé par un système de rachat, suspendu à son tour suite aux effets dévastateurs de la guerre et à l'état catastrophique des finances publiques. Böning pense qu'une bonne partie des habitants de la campagne étaient prêts à accepter la révolution à condition que leur situation matérielle s'améliore – ce qui était loin d'être le cas. Pourtant, dit-il, l'effondrement de la République helvétique n'était pas du à l'échec de la révolution agraire, mais à son incapacité de mettre sur pied une législation fiscale équitable et au pillage du pays par la France. Böning contredit un cliché bien connu selon lequel l'administration centrale de l'Helvétique était surdimensionnée: Les six ministères et le gouvernement occupaient à peine 120 personnes et les magistrats étaient constamment surchargés! A son avis, le véritable problème était une mauvaise délimitation des compétences: les plus hautes charges devaient souvent s'occuper de bagatelles.

Une autre question qui lui tient à cœur est celle du rapport de la révolution à la démocratie. A part la minorité des patriotes radicaux, l'élite helvétique voyait d'un mauvais œil la participation du peuple aux affaires de l'état. Les républicains, plutôt réformateurs que révolutionnaires, voulaient d'abord éduquer le peuple. Le modèle de la *Landsgemeindedemokratie* leur faisait peur. On se méfiait aussi d'un trop grand élan révolutionnaire ■ 181

des citoyens, qui se manifestait dans certains cantons. «L'exclusion des masses populaires de la participation aux affaires politiques, dit Böning, fut probablement l'erreur majeure de l'Helvétique.» Néanmoins, la République helvétique constitue une période-clé pour l'histoire de la démocratie en Suisse: les municipalités (communes) fonctionnaient comme de véritables laboratoires de la démocratie, leurs compétences réelles étaient plus étendues que ce qui était prévu par la Constitution. De plus, beaucoup de Suisses exerçaient pour la première fois des droits politiques.

La République helvétique fut-elle une importation française? «La France, dit Böning, a sans doute imposé à la Suisse le cadre politique.» Mais c'étaient les Suisses qui remplissaient ce cadre: «Dem Nichtschweizer [...] erscheinen die Helvetische Revolution und die kurzen Jahre der Helvetischen Republik als ganz und gar schweizerisches Projekt.»

Le seul souhait qui reste encore à émettre est que cet ouvrage trouve rapidement sa traduction française.

Jonas Römer (Genève)

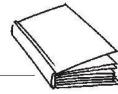
**HEINZ BOTHIEN (ED.)
DIE EXILANTEN DRUCKEREI
BELLE-VUE BEI CONSTANZ
1840-1848**

THURGAUISCHE KANTONSBIBLIOTHEK,
FRAUENFELD 1998, 259 P., FS 45.-

Conçu pour accompagner l'exposition consacrée aux éditions Belle-Vue, qui s'est tenue, au printemps 1998, dans le bâtiment même qui les avait abritées, à Kreuzlingen, aux portes de Constance, et qui sera présentée par la suite à Karlsruhe et à Homburg (Sarre), ce livre, richement illustré, mérite de retenir l'attention des historiens. D'abord parce que, comme

182 ■

l'exposition, il tente de faire revivre un épisode bien oublié de la première moitié du siècle dernier: les imprimeries et maisons d'édition qui, dans les années 1840, installées dans les cantons libéraux, à l'abri de la censure des Etats absolutistes et autoritaires, diffusaient, à la barbe des douaniers, tracts, brochures et livres. Outre le Literarisches Comptoir de Julius Fröbel à Zurich et Winterthur, l'entreprise de J. M. Schläpfer à Herisau et quelques autres, les éditions de Belle-Vue près de Constance, comme elles se nommaient, sont les plus connues. Il faut leur adjoindre, de 1842 à 1844, le Literarisches Institut, créé par un de leurs auteurs, G. A. Wirth, non loin de là, à Emmishofen, sans que l'on sache exactement quels ont été les rapports entre les deux maisons. Placé à quelque 100 mètres de la frontière, l'établissement de Belle-Vue profitait des lacunes du contrôle douanier, reporté aux portes de Constance, ce qui, vu le va-et-vient des habitants, nuisait à son efficacité. Seconde raison pour signaler l'ouvrage: les historiens y découvriront une foule de précisions sur ces éditions Belle-Vue, leurs auteurs et leurs publications. Certes les travaux de Werner Näf et de son disciple H. G. Keller, dans l'entre-deux-guerres, avaient déjà fourni l'essentiel. Mais on trouvera ici tous les ouvrages sortis de la maison d'Emmishofen (lieu englobé aujourd'hui dans la commune de Kreuzlingen), avec, en supplément la liste de ceux qui sont connus par la publicité ou par la presse et qui n'ont pu être retrouvés. L'ensemble en est fort instructif; si l'on met à part quelques productions de caractère local, il s'agit, au sens large, d'une littérature politique extrêmement vivante, englobant à la fois les ouvrages proprement politiques et de circonstance, la critique religieuse et l'anticléricalisme, la poésie, politique elle aussi, les livres de caractère historique. En outre, quelques



ouvrages scientifiques et linguistiques complètent un catalogue de quelque 80 titres, parus en moins de huit ans.

Une première partie de l'ouvrage recensé comporte une série d'études, par divers auteurs, sur la maison d'édition, son fondateur, Ignaz Vanotti, de Constance, et G. A. Wirth. Si elles sont généralement intéressantes et bien documentées, leur diversité, les répétitions inévitables dans un tel cas gênent le lecteur désireux d'avoir une vue d'ensemble. En outre deux d'entre elles n'ont guère de rapport avec le sujet: celle sur Siebenpfeiffer et celle sur les réfugiés de 1849, qui ignore les travaux relatifs à l'ensemble de la Suisse et se limite aux sources thurgoviennes.

Une seconde partie présente la production des éditions de Belle-Vue: reproduction photographique de la couverture de l'imprimé, sur la page de droite; présentation de celui-ci sur celle de gauche. Cette disposition, d'une parfaite clarté typographique mais très contraignante, ne facilitait pas la tâche du commentateur, l'obligeant sans doute, dans un certain nombre de cas, par manque de place, à des choix qui ne pouvaient être qu'insatisfaisants. Au risque de passer pour le «deutsche Philister» de Georg Herwegh, l'un des poètes édité à Belle-Vue, fort spirituellement mobilisé comme protecteur, on signalera tout de même que la littérature sur Joh. Ph. Becker s'est quelque peu enrichie depuis la parution du DHBS en 1924.

Regrettions aussi qu'on n'ait pas indiqué la localisation des documents reproduits, ce qui aurait certainement rendu service à plus d'un chercheur.

Marc Vuilleumier (Genève)

BRUNO MEIER ET AL. (HG.)

REVOLUTION IM AARGAU

UMSTURZ – AUFBRUCH –

WIDERSTAND, 1798–1803.

HG. VOM FORSCHUNGSPROJEKT

AARGAU 1798 AUS ANLASS

DES JUBILÄUMS «200 JAHRE

MODERNE SCHWEIZ»

AT VERLAG, AARAU 1997, CD-ROM, FR. 68.–

(MIT BUCH)

Erstmals wird ein eidgenössisches Jubiläum auch multimedial gefeiert: Mit Internet-Seiten und mehreren CD-ROM-Projekten soll der Helvetik und der Gründung des Bundesstaates gedacht werden. Die erste Jubiläums-CD-ROM ist bereits im November 1997 erschienen: Nicht zufällig kommt sie aus dem Kanton Aargau, wo besonders die Helvetik intensiv gefeiert wird, verdankt doch dieser Kanton der Revolutionsperiode seine Entstehung (in der Helvetik waren die aargauischen Gebiete unabhängig geworden, 1803 wurden sie zum heutigen Kanton Aargau vereint): Die CD-ROM «Revolution im Kanton Aargau. Umsturz – Aufbruch – Widerstand 1798–1803» wird zusammen mit dem gleich betitelten Buch ausgeliefert, ist aber nicht einfach eine Ergänzung zum Buch, sondern ein eigenständiges Medienprodukt, das schon deshalb eine Begründung verdient, weil es sich wohl – nach der 1996 erschienenen CD-ROM zum Eisenbahnjubiläum (*rom. retour – Die Eisenbahn in der Schweiz 1847–1997*) – um eine der ersten Silberscheiben schweizergeschichtlichen Inhalts handelt.

Der eigentliche Multimediateil der Helvetik-CD-ROM beginnt mit einem «Rundgang», in welchem Albrecht Rengger, der aus Brugg stammende Innenminister der Helvetischen Republik, einen einleitenden Überblick vermittelt. Es schliessen 13 Themenbereiche an, die es erlauben, sich von ganz unterschiedlicher Seite her der aargauischen Helvetik zu

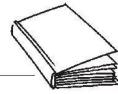
nähern. Sie müssen, wie es für eine CD-ROM sinnvoll ist, nicht in einer bestimmten Reihenfolge «durchgearbeitet» werden, da sie eine gewisse Eigenständigkeit besitzen. Hyperlinks stellen die notwendigen Verbindungen zwischen den Kapiteln her. Kurzbiographien präsentieren die wichtigen Akteure, aber auch eine Heimweberin und einen Bauer als Vertreter der anonymen Bevölkerungsmehrheit. Per Mausklick lassen sich auf einer Karte die Orte des Geschehens aufsuchen. Eine Chronologie, auch von der Menüleiste her ansteuerbar, vermittelt den Ereignisüberblick.

Inhaltlich ist die CD-ROM einem modernen Ansatz verpflichtet: Die «Zeichen der Revolution» werden als konstitutiver Teil der neuen Herrschaft ernstgenommen: Man erfährt, dass in der Schweiz anstelle der Jakobinermütze der Tellenhut trat, wie die helvetische Trikolore entstand oder dass zu Beginn der Helvetik der Bruderkuss als Symbol von Gleichheit und Brüderlichkeit verbreitet war. Auch den Juden der beiden agrarischen Judengemeinden Endingen und Lengnau ist eine allerdings kurz ausgefallene Einheit gewidmet. Ihre rechtliche Situation hat sich zwar in der Helvetik verbessert, trotzdem bleibt ihnen im Unterschied zu Frankreich das Bürgerrecht verwehrt. 1802 wurden sie Opfer schwerer Ausschreitungen der Bauern der Umgebung. Die Frauen, welche nicht nur politisch, sondern auch wirtschaftlich diskriminiert wurden (nur unverheiratete konnten Gewerbepräparate lösen), sind mit zwei Aristokratinnen vertreten: die Revolutionsgegnerin Sophie von Effinger und Franziska Romana von Hallwyl, die auf das adlige «von» verzichtete und sich schlicht «Bürgerin Hallwyl» nannte. Über Frauen, die vergleichbar einer Olympe de Gouges in Paris politische Mitbestimmung forderten, ist nichts bekannt. Die sozialen Verhältnisse auf der Landschaft werden diffe-

renziert dargestellt: am Beispiel von Windisch wird gezeigt, dass 87% der Dorfbewohner nicht genug Land für die Selbstversorgung hatten, weshalb sie als Tagelöhner oder Heimarbeiter auf einen Zusatzverdienst angewiesen waren.

Ob die Helvetik-CD-ROM auch Leute ansprechen vermag, die lieber per Mausklick Informationen aufnehmen als durch Umblättern von Buchseiten, scheint mir ungewiss. Die vielfältigen Möglichkeiten, welche das junge Speichermedium bietet, werden zu wenig genutzt. Ausser im gut gelungenen «Rundgang» überwiegend Dokumente, die aus nicht vorgetragenen Texten kombiniert mit zeitgenössischem Bildmaterial bestehen, vergleichbar etwa den Tafeln einer historischen Ausstellung. Dies dürfte eine Frage der für die CD-ROM-Herstellung zur Verfügung gestellten finanziellen Ressourcen sein: für eine historische Epoche, in welcher noch keine Filme gedreht wurden, müssten mit grossem Aufwand animierte Bilder geschaffen werden; dies ist nicht nur ein teures, sondern auch ein heikles Unternehmen, weil didaktische und ästhetische Ansprüche gleichermaßen erfüllt werden müssen (Die historischen Bildwelten der *Explorers of the New World*, deutsche Version tewi-Verlag 1995, etwa genügen didaktischen, aber kaum ästhetischen Anforderungen).

Zukunftsweisend ist der zweite Teil der CD-ROM, das Archiv. Er richtet sich an ein ganz anderes Publikum als der Multimediateil, nämlich an die an Regionalgeschichte wirklich Interessierten, an Lokalhistoriker oder an Studierende, die eine historische Arbeit zum Kanton Aargau verfassen. Statistiken zu Bevölkerung, Wirtschaft, Schule und Kirche mit Schwerpunkt um 1800, einer Zeit, in der die wertvollen helvetischen Enquêtes entstanden, geben Auskunft nicht nur über Entwicklung des Kantons, sondern sämtlicher Gemeinden. Wer wissen will, wie



es um 1800 in Muhen um die Volksschule stand oder wer Kirche und Pfarrhaus in Densbüren unterhalten musste, findet ebenso Informationen wie der, welcher die Bevölkerungsentwicklung des Bezirks Aarau von 1800–1990 nachzeichnen will. Ergänzt wird der Statistikteil durch zwölf Textquellen, darunter auch wenig bekannte wie der Bericht der Ökonomischen Gesellschaft Bern über die Landwirtschaft des Amtes Schenkenburg von 1771 oder die Schilderung der Kriegsnot im Kanton Baden anno 1799. Im Kartenteil lässt sich die territoriale Entwicklung des Kantons verfolgen. Das Archiv ist benutzerfreundlich gestaltet, die gefundenen Informationen lassen sich ausdrucken oder in Programme des eigenen Rechners exportieren. Es dürfte wohl dieser Datenbankteil der CD-ROM sein, der dankbare Benutzer finden wird. Auch für historische Projektarbeit in Schulen der Sekundarstufen I und II ist er durchaus geeignet.

Andreas Ineichen (Zürich)

THOMAS HILDBRAND,
ALBERT TANNER (HG.)
IM ZEICHEN DER REVOLUTION
DER WEG ZUM SCHWEIZERISCHEN
BUNDESSTAAT 1798–1848
CHRONOS, ZÜRICH 1997, 179 S., FR. 32.–

Dass die im Sommer 1997 an der Zürcher Volkshochschule gehaltenen Referate eine vergleichsweise grosse Aufmerksamkeit gefunden haben, liegt nicht nur an deren rechtzeitiger Veröffentlichung und leichter Lesbarkeit. Die Mehrheit der Texte wirken tatsächlich so frisch, wie es die Titelseite des Buches verspricht. Statt Altbekanntes wiederzukäuen, werden neue Ansätze und Thesen gewagt. Schade ist nur, dass die Form der Ringvorlesung es nicht erlaubte, diese miteinander zu konfrontieren. Beispielsweise gewichtet

Albert Tanners Beitrag über den Radikalismus die weltanschaulichen Konflikte um die «Ordnung der Dinge» (Michel Foucault) völlig anders als Christian Simons Vortrag über die Helvetik. Spannend wäre es auch, Elisabeth Joris' Beitrag über «Mündigkeit und Geschlecht», der den Bogen bis in die Gegenwart spannt, im Zusammenhang mit der liberal-laizistischen Emanzipation der Männer zu diskutieren. Beatrix Mesmer misst dem «Abbau der Verkehrs- und Handelshindernisse» eine grössere Bedeutung für die Gründung des Bundesstaates zu, als es die Wirtschaftshistorikerin Margrit Müller tut. Marco Jorios Bild vom Sonderbund unterscheidet sich stark von dem Carlo Moos'.

Auf deren beide Beiträge, die sinnvollerweise den Kulturmampf der 1870er Jahre einbeziehen, konzentrieren sich die folgenden Ausführungen. Diese Auswahl ist ungerecht gegenüber den anderen AutorInnen, aber nur so ist es möglich, auf kleinem Raum etwas Substantielles zu sagen. Dass Jorio und Moos, die (wie übrigens auch der Rezentsent) mit dem Katholizismus nicht nur als Forscher verbunden sind, das Weltanschauliche über das Wirtschaftliche stellen, kann nicht überraschen. Einerseits war die ideologische Auseinandersetzung innerhalb des damals noch nicht gleichgeschalteten Katholizismus besonders hart. Andererseits lässt sich die Scheidung der katholischen Schweiz in liberale und konservative Gegenden mit den ökonomischen Interessenlagen nur halbwegs erklären. Das unterstreicht am deutlichsten der Tessin. Der wirtschaftlich rückständige Kanton war in den weltanschaulichen Auseinandersetzungen 1841–1847 ein zuverlässiger Partner des cismontanen Freisinns. 1848 aber, wo es mehr ums Praktische ging, lehnte er die Bundesverfassung wegen dem drohenden Verlust von Zolleinnahmen ab.

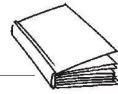
Jorio unterscheidet in seinem Beitrag über die «Gegenwehr der Konservativen» fünf «Grundtendenzen» innerhalb des damaligen Katholizismus. Auf die «Radikalen, Liberalen und das <juste-milieu>» geht er aufgrund der Fragestellung nicht weiter ein. Allein der Umstand, dass er die Reformkatholiken ohne die sonst üblichen Abwertungen erwähnt, ist bemerkenswert. Die Sonderbundsseite unterteilt Jorio in zwei Strömungen: die ab den 1840er Jahren tonangebenden «restaurativen Ultras» und die «föderalistischen Konservativen». Jenen «schwebte die Schaffung einer katholischen Schweiz vor, die auf dem modernen Prinzip der katholischen Volks-souveränität basiert». Allerdings setzte die Bildung eines «quasi souveränen <corpus catholicum>» die «territoriale Umgestaltung der Schweiz» voraus. «Die Erhaltung der Kantonalsouveränität war eigentlich nur Mittel zum Zweck.» Damit weist Jorio auch der neben dem Ökonomischen häufig in den Mittelpunkt gerückten politischen Fragestellung «Staatenbund oder Bundesstaat?» eine zweitrangige Bedeutung beim Ringen um den Bundesstaat zu. Die wichtigsten «Kampfinstrumente der Ultras» waren «die ideologisch-konfessionelle Aufrüstung der Katholiken» durch den Jesuitenorden, das «Gleichziehen mit den Protestantten durch die Gründung einer katholischen Universität» in Luzern, was erst 1889 in Freiburg gelang, und «die Schaffung eines zentralen Führungs-organs der katholischen Schweiz in Form des sonderbündischen Kriegsrates». Die «intellektuellen Ultras» sahen laut Jorio «ihren Kampf in einem europäischen Rahmen» und «waren bereit, mit den restaurativen Kräften zusammenzuarbeiten». Die «intellektuell bescheidenere» Mehrheit, die sich an den Bundesvertrag von 1815 klammerte, folgte Siegwart-Müller, um die kantonale Souveränität und mit dem Jesuitenorden eine offizielle Institution

186 ■ der Kirche zu verteidigen.

Anhand des Sturzes der Zürcher Liberalen im September 1839, welche «die Wende zum religiös motivierten Widerstand gegen die Bundesrevision einleitete», zeigt Jorio auf, dass es ähnliche Konflikte zwischen Aufklärung und «Erweckungsbewegung» auch innerhalb der protestantischen Welt gab. Richtigerweise bezeichnet er die Einschätzung durch Ernst Gagliardi, es habe sich beim Straussenputsch um eine «der sonderbarsten Grotesken in der Geschichte des 19. Jahrhunderts» gehandelt, als «diffamierend». Tatsächlich kann man die Dynamik und Thematik der Regeneration, vor allem der zweiten Halbzeit 1839–1847, nur verstehen, wenn man deren beide Hauptströmungen, den konfessionellen Fundamentalismus und den aufklärerischen Antiklerikalismus, wahr- und ernst nimmt.

Genau das tut Carlo Moos nicht beziehungsweise zu wenig. Er postuliert zwar ebenfalls einen «Paradigmawechsel», dank dem «die Rolle der Religion» stärker «fokussiert» werden soll. Seine «Bemerkungen zu Sonderbund und Sonderbundskrieg» «fokussieren» dann vor allem die «im Jakobinismus wurzelnden Radikalen», die all die Streitereien angefangen haben und an der politischen «Verhärtung» schuld sein sollen, und einen Konstantin Siegwart-Müller, der letztlich ebenfalls ein «Radikaler» gewesen sei; schliesslich zeichneten ihn «Fanatismus, Arbeitswut und Ehrgeiz» aus. Lag die Unerbittlichkeit der damaligen Auseinandersetzungen nicht eher in den Schlüsselfragen der Zeit: Ist eine Schweiz als Nation denk- und machbar, wenn sie statt auf einer laizistischen Verfassung auf zwei konfessionellen Körpern baut? Ist eine auf freien und gleichen Bürgern bauende Demokratie in einem mehrkonfessionellen Land möglich ohne überkonfessionelle Staatlichkeit?

Moos weicht diesen Alternativen aus. So bezeichnet er die gescheiterte «Bun-



desurkunde» von 1832/33 als «brauchbaren Entwurf», erwähnt aber die teils heftige klerikale Opposition dagegen nicht. Weil damit offensichtlich würde, dass der Konflikt zwischen Konfessionalismus und Laizismus bereits vor den Badener Artikeln (1834), den Klosteraufhebungen (1841) und der Jesuitenkampagne (1844–1847) stattfand. Die konservative Luzerner Verfassung von 1841 wird als eine «mit christlicher Ausrichtung» vorgestellt. Tatsächlich baute sie auf einem katholischen Fundament, das protestantischen Mitchristen keinen Platz bot. Siegwart-Müllers «Umbauplan der Schweiz», der unter anderem die Rekatholisierung des Berner Oberlandes und die Halbierung des Aargaus beinhaltete, wird relativiert mit dem Hinweis, dass er «zur Verwirklichung einen Sieg vorausgesetzt hätte, wie er selbst Siegwart-Müller so total nicht ernsthaft hatte vorschweben können». Hätte nicht allein der Versuch, solch unpraktikable «Vorstellungen» durchzusetzen, das Ende der Schweiz und erst recht das der Demokratie bedeutet? Im Zusammenhang mit der päpstlichen «Zusammenstellung der hauptsächlichsten Irrtümer unserer Zeit», einer kirchlich und politisch verhängnisvollen Kriegserklärung an den Liberalismus, spricht Moos vom «unglücklichen Sylabus <errorum> von Papst Pius IX. aus dem Jahre 1864». War die sechs Jahre später folgende Unfehlbarkeitserklärung, welche dem päpstlichen Absolutismus die Krone aufsetzte, auch ein blosser Unglücksfall?

Die «restaurativen Ultras» haben auf der staatlichen Ebene verloren – gegenüber dem laizistischen Freisinn wie auch gegenüber den «föderalistischen Konservativen». Allerdings lassen sowohl Jorio als auch Moos unerwähnt, dass sie sich innerhalb der Kirche weitgehend durchgesetzt haben. Dass dies nicht nur milieu- und mentalitätsgeschichtlich, sondern

auch politisch bedeutsam war, zeigte sich bereits in den Auseinandersetzungen um die Judenemanzipation in den 1860er Jahren. In diesem Zusammenhang erfanden im Piusverein organisierte «Ultras» wie Theodor Scherer-Boccard, ehemaliger Sekretär von Siegwart-Müller, den christlich-nationalistischen Antisemitismus, der dann später zum typisch schweizerischen werden sollte.

Es ist schade, dass die Forschung und die Diskussionen um die Regeneration und den Bundesstaat nicht enger mit den Debatten um die 30er und 40er Jahre dieses Jahrhunderts verbunden wurden. Am besprochenen Buch, dessen Umschlagbild eine «Volksversammlung» für eine offene Asylpolitik aus dem Jahre 1836 darstellt, lag es nicht.

Josef Lang (Zug)

**DAVID GUGERLI
REDESTRÖME
ZUR ELEKTRIFIZIERUNG
DER SCHWEIZ 1880–1914**

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 350 S., 8 ABB., FR. 58.–

Geschichtsschreibung weist meist explizit oder implizit einen «Helden» auf, der die Narratio strukturiert. Gugerlis Held ist der Diskurs beziehungsweise sind – meist pluralisiert – die «Redeströme». Schon im Titel macht der Autor diese Intention glasklar: Es geht ihm um die Redeströme, welche die Elektrifizierung der Schweiz vorbereiteten, begleiteten, absicherten und weitertrieben, nicht dagegen um eine neue Gesamtgeschichte der Elektrifizierung der Schweiz.

Gugerli skizziert in der Einleitung zur Druckfassung seiner Zürcher Habilitationsschrift zunächst Grundelemente gängiger Erklärungsmuster für die rasche und erfolgreiche Elektrifizierung der Schweiz: die nationale Eigenart der Schweizer,

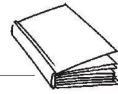
positive Eigenschaften ihrer Nachbarvölker kreativ zu kombinieren; der Mangel an Kohle bei gleichzeitigem Reichtum an Wasserkraft; ein effizienter Kapitalmarkt; gut qualifizierte Arbeiter und Techniker sowie wagemutige Unternehmer. Diese fünf Elemente bildeten – so Gugerli – seit rund 100 Jahren Grundmuster von Erklärungen der Schweizer elektro-wirtschaftlichen *success story*. Mit wenigen Strichen verwirft Gugerli diese Topoi als wenig erklärkärtig. Sein Ansatz ist nun, die Genese dieser Erklärungsmuster selbst zum Gegenstand seiner Untersuchung zu machen. Die Tatsache, dass das Modell trotz geringer Validität sich so lange halten konnte, versteht Gugerli als «integrales Moment im Verlauf der Elektrifizierung der Schweiz». Sein Ziel ist, «die historische Entwicklung einer bestimmten Redeweise über Elektrifizierung nachzuzeichnen, ihre perzeptionsvereinheitlichende Rolle im Elektrifizierungsprozess zu verstehen und schliesslich auch ihre Handlungsrelevanz aufzuzeigen». (11) Weder in der Technikgeschichte, noch in der Wirtschaftsgeschichte findet er dazu adäquates methodisches Rüstzeug. Statt dessen stützt er sich auf Ansätze der neueren Wissenschaftsgeschichte, insbesondere von Bruno Latour, der am Beispiel der «Pansteurisierung Frankreichs» gezeigt habe, wie der Erfolg von Wissenschaft nicht allein von der immanenten Qualität wissenschaftlicher Erkenntnis, sondern vielmehr davon abhängt, ob es dem Wissenschaftler gelingt, «bestehende Interessen zu verschieben, zu übersetzen und mit [...] eigenen Interessen zu verknüpfen», (12) Allianzen herzustellen. Mit diesem methodischen Instrumentarium analysiert Gugerli nun den elektrotechnischen bzw. elektrowirtschaftlichen Diskurs, den er definiert als «die Gesamtheit von Begriffen, Sprechakten und Redewendungen [...], welche aufeinander bezogen waren

188 ■

und [...] den hier zur Diskussion stehenden technischen Entwicklungsprozess nicht nur stützend begleitet, sondern letztlich überhaupt erst ermöglicht haben». (13) Quellenmässig stützt sich Gugerli auf die Auswertung von Schweizer Tageszeitungen, vor allem der *Neuen Zürcher Zeitung*, von Fachorganen wie die *Schweizer Bauzeitung*, ausserdem auf die Sichtung von Firmenarchiven und Planungsunterlagen bei Kommunen und Kantonen. Seine Beispiele wählt er primär aus Stadt und Kanton Zürich.

Gugerlis Studie indentifiziert drei Hauptphasen der Schweizer Elektrifizierung. Eine erste seit Beginn der 1880er Jahre – 1880 wurde erstmals auf einem eidgenössischen Sängerfest in Zürich elektrische Beleuchtung in grossem Umfang eingesetzt – stand im Zeichen elektrischer Beleuchtung als «Luxuskonsum» und endete um 1890 mit der allgemeinen Desorientierung des Systemstreits zwischen Anhängern des Gleichstroms und des Wechselstroms. Ab etwa 1893/94 folgte wieder eine Phase beschleunigten Wachstums dank der auf der Internationalen Elektrotechnischen Ausstellung in Frankfurt am Main 1891 erzielten Durchbrüche, die bis zu einer Sättigungskrise um die Jahrhundertwende anhielt. Die dritte Phase ab 1904 wurde dann vom Grosskraftwerkbau bestimmt und hielt bis zum Ersten Weltkrieg an. Gugerls Darstellung folgt im wesentlichen auch dieser Chronologie, weil seine Diskursgeschichte erklären möchte, wie jeweils die Wachstumsgrenzen und Hindernisse am Ende der jeweiligen Phase durch die «Redeströme» überwunden wurden.

Im ersten Kapitel «Elektrische Utopie, Repräsentation und Luxuskonsum» untersucht er das Entstehen von «Assoziationsofferten» im frühen Diskurs der 1880er Jahre, was auf begriffliche Verbindungen, aber auch auf praktische Anwendungen verweisen soll. Im zweiten Kapitel



«Übertragung, Verteilung, Anschlüsse» zeigt Gugerli am Beispiel mehrerer Elektrifizierungsprojekte der 1880er Jahre, wie sich das «Paradigma der Übertragbarkeit» von elektrischer Kraft formierte und damit «anschlussfähige Referenzpunkte» für weitere Projekte vorlagen. Das dritte Kapitel «Konsensbildung und elektro-wirtschaftliches Wachstum» skizziert die Orientierungskrise des Systemstreits Ende der 1880er Jahre, akzentuiert geradezu euphorisch die Bedeutung der Frankfurter Ausstellung, die mit der spektakulären Fernübertragung hochgespannten Drehstroms die sich abzeichnende Lähmung und Blockierung überwinden half. Die Ausstellung als «kommunikatives Grossereignis» (23) habe für die Schweiz eine Vereinheitlichung des Diskurses bewirkt; über mehr als ein Jahrzehnt habe man danach in der Schweiz «in denselben Kategorien, mit derselben Sprache über Elektrotechnik» gesprochen. (111) Elektrifizierung assoziierte sich untrennbar mit «technischem Fortschritt», Zukunft wurde modelliert als künftige, planbare Gegenwart, was auch die Gewissheit über die zukünftige Richtung technischen Fortschritts als Planungsgrundlage neuer Kraftwerksprojekte schuf.

Im vierten Kapitel «Redeströme und praktischer Kontext der Elektrotechnik» konstruiert Gugerli zunächst das «System-syndrom», das heisst die der Elektrifizierung vorausgehende Herstellung virtueller und realer technischer Netzwerke, angefangen vom Netz von Vermessungspunkten, das die neue Landesvermessung ab Mitte des 19. Jahrhunderts über die Schweiz legte, über die Strassen-, Eisenbahn- und Telegraphe netze bis hin zur folgenreichen Modellierung der Schweiz als «Gewässernetz». Aufgezeigt wird die Prägung von Anschauungsweisen, an die Elektrotechnik anschliessen konnte. Der Begriff «Anschlussfähigkeit» ist hier zentral und wird insbesondere am engen

ideellen wie realen Konnex zwischen Wasser- und Stromversorgung in Zürich exemplifiziert. Wenn Gugerli aus diesen Beobachtungen aber das allgemeine Argument entwickelt, die Modellierung von Stromversorgung habe sich primär konzeptionell an der Wasserversorgung orientiert, so widerspricht dies zumindest den Elektrifizierungsprozessen in reichsdeutschen Städten wie auch den Thesen Schivelbuschs, der angesichts der Lichtdominanz der frühen Elektrifizierung die Ausrichtung auf die Gasversorgung betont. Möglicherweise war die Ausrichtung auf die Wasserversorgung doch eher ein Schweizer Spezifikum, wo in Zürich etwa eine Druckwasserversorgung für Kleingewerbetreibende den Aspekt der Motorenenergie bereits wesentlich früher akzentuierte als in deutschen Städten.

Im fünften Kapitel «Institutionen der Elektrizitätswirtschaft» stellt Gugerli zunächst die Enteignungsfrage im Zusammenhang mit dem Leitungsbau sowie die technischen Risiken der Elektrotechnik als «Grenzen des Wachstums» vor. Die einsetzende Institutionalisierung und Professionalisierung des wirtschaftlichen wie wissenschaftlichen Feldes dienten letztlich dazu, diese Grenzen durch Verbandspolitik – die Fixierung technischer Qualitätsstandards – durch eine ausgedehnte Publizistik und eine formale Akademisierung hinauszuschieben beziehungsweise aufzuheben. Der entstehende elektrowirtschaftliche Diskurs überwand auch die «Ängstlichkeit des Kapitals», ab Mitte der 1890er Jahre zeigte sich das anfänglich zurückhaltende Schweizer Kapital zunehmend bereit, die sehr kapitalintensiven Elektrifizierungsprojekte mitzutragen. Als sich allerdings um 1900 zeigte, dass viele der Projekte keineswegs die erhofften Renditen erzielten, half auch der Diskurs nicht mehr unmittelbar aus der Krise. Deren Überwindung war dann

Resultat einer «Politisierung der Elektrifizierung» (Kap. 6). Bereits Anfang der 1890er Jahre war die Forderung nach Übernahme sämtlicher Wasserkräfte durch den Bund laut geworden. In der Folge formierte sich mittelfristig die Vorstellung von den Wasserkräften als nationalem Schatz, der die Schweiz für das Fehlen von Kohle entschädige. Gugerli zeigt, wie sich die Politisierung der Elektrifizierung über die in der Frühphase extrem wichtige kommunale Stufe ab 1904 auf kantonaler Ebene mit dem Bau von Grosskraftwerken fortsetzte, die auch die Versorgung ländlicher Gebiete beabsichtigten, bis der Bund schliesslich 1908 verfassungsmässig die Oberaufsicht über die Wasserkräfte reklamierte, die er 1916 im Wasserrechtsgesetz unter Bundeshoheit nahm.

Gugerlis «Redeströme» präsentiert eine provozierende, ungewohnte, innovative Sicht der Schweizer Elektrifizierung. Seine Kritik am «autodynamischen Fortschrittsmodell» herkömmlicher Darstellungen ist stichhaltig und überzeugend; Elektrifizierung bedurfte – mehr noch als andere Technologien des späten 19. Jahrhunderts – der diskursiven Begleitung und Absicherung. Zugleich war sie aber auch nicht – das betont Gugerli wiederholt – Resultat eines gigantischen Manipulationsprozesses.

Studien dieser Art – Gugerli erhielt 1995 den Rudolf-Kellermann-Preis für Technikgeschichte des Vereins Deutscher Ingenieure – könnten die hartnäckig evolutionären Vorstellungen über die Entste-

hung und Durchsetzung grosstechnischer Systeme nachhaltig erschüttern. Kritisch anzumerken sind allerdings einzelne Detailaussagen oder auch Fehlstellen: So unterschätzt Gugerli etwa die Rolle der Strassenbahnen für den Lastausgleich in den 1890er Jahren und kurz nach 1900; die Gaswirtschaft als wichtigste Konkurrenztechnologie und kommunaler Kontext kommt eindeutig zu kurz, die Frage, wie die «Redeströme» bei der Masse potentieller Stromkonsumenten «ankamen», welche Praxis sie auslösten, wird kaum gestellt. Leider lässt sich Gugerli nicht selten von seinen «Redeströmen» selbst mitreissen, so dass der Diskurs sprachlich zum quasipersonalen Akteur wird: «Elektrotechnische und elektrowirtschaftliche Diskurse haben sich [...] an ihre eigene Anschlussfähigkeit gehalten und in der Praxis auf jenen komplexen Möglichkeitsraum gestützt [...].» (185) Immer wieder verfällt er, wenn er die Ergebnisse seiner Quellenarbeit auf einen allgemeinen Nenner bringen möchte, in die geschrabt klingende Sprache der Diskursanalyse, die seine Thesen eher verunklart und zuspitzt. Letztlich fragt man sich, ob diese Konzentration auf «Redeströme» nicht den Diskursen einen – in Umkehrung früherer Vernachlässigung – überhöhten Stellenwert einträumt, ob sie tatsächlich schlüssig erklären kann, warum nicht nur die «Redeströme», sondern auch die «elektrischen Ströme» sich so gestalteten, wie dies in der Schweiz geschah.

Dieter Schott (Darmstadt)